

ÉDITION FRANÇAISE

Vol,2 No 2,Mars,Avril 2009



NORTHSTAR



COMPASS



CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'AMITIÉ ET LA SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE SOVIÉTIQUE



C'est connu que le Che affirmait que celui qui n'a pas étudié les quinze tomes des Œuvres de Staline ne pourra pas devenir un communiste authentique. Par là, il soulignait le rôle fondamental qu'il attribuait à Staline, en tant que continuateur de Marx, Engels et Lénine.

**AH! AH! VOUS ÉVOQUEZ ENCORE
LE GRAND-PÈRE MARX
LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE**



«La théorie marxiste met entre les mains de la classe ouvrière du monde entier une boussole que lui permet de trouver sa route dans le tourbillon des événements de chaque jour et d'orienter sa tactique de combat à chaque heure en direction du but final, immuable.» Source: <http://www.communisme-bolchevisme.net/>

ÉDITORIAL Notre lutte : Le front idéologique



Face au grand danger que représentent les illusions petites-bourgeoises persistantes face à l'offensive économique, sociale et politique du Capital financier, au sein des métropoles impérialistes en déclin, beaucoup continuent encore d'avoir foi dans les vertus de la démocratie parlementaire bourgeoise alors même que ses piliers matériels – constitués par les profits provenant de l'exploitation des pays dépendants – s'effondrent !

Malheureusement, comme le faisait si justement remarquer Staline il y a près d'un siècle, l'évolution de la

conscience des hommes retarde sur l'évolution des conditions de leur existence. C'est dans ce sens que Lénine disait que *la révolution ne devient possible que quand la classe exploiteuse « ne peut plus vivre comme avant » et que les classes exploitées « ne veulent plus vivre comme avant »*. Ainsi, tant que les masses exploitées gardent l'espoir de pouvoir à nouveau vivre comme avant sans avoir à briser le cadre des rapports de production bourgeois, les conditions révolutionnaires subjectives ne sont pas réunies, alors même que les conditions objectives peuvent l'être.

Aujourd'hui, les conditions objectives sont là. Notre devoir et notre lutte c'est de réduire le décalage entre la conscience et l'existence sociale des larges masses exploitées afin de les amener à prendre conscience de leur condition et de leurs intérêts de classe.

C'est seulement en maniant l'arme de la science matérialiste-dialectique que notre organisation, peut, en tant que détachement d'avant-garde du prolétariat sur le front idéologique mener cette lutte.

La crise systémique actuelle, plus grave que celle de 1929 est une opportunité unique pour atteindre nos objectifs, mais il faut tout d'abord nous changer et nous remettre en

question. C'est dans ce sens que nous voulons orienter l'Édition française de NSC en publiant des articles qui contribueront principalement à minimiser l'écart entre notre conscience et l'évolution des conditions de notre existence.



Tous nos lecteurs méritent des informations pour retrouver la place qui doit être la nôtre dans la défense d'une Révolution qui continue à faire rêver et inspirer bien des peuples à travers le Monde.

N'oublions pas les précieux conseils du Camarade Pérez «*Pour reconquérir les positions idéologiques et politiques du bolchevisme il est nécessaire de défendre Staline, de nous approprier son œuvre, après des dizaines d'années d'anti-stalinisme, de véritable terrorisme intellectuel qui assimile socialisme et nazisme, Hitler et Staline*». Il s'agit, en résumé, de la lutte et du travail, sans répit, pour la récupération et la défense conséquente du meilleur héritage de notre histoire révolutionnaire face à ceux qui tentent de la discréditer et de la détruire afin de nous désarmer dans tous les domaines.»

Manuel Pérez Martínez (Arenas)
Prison de Fresnes

Dr Adélarde Paquin, responsable de l'Édition française de NSC

Abonnez-vous à l'édition française de NSC
DEMANDE D'ADHÉSION


 

Port compris
6 numéros

POUR LE CANADA \$25,
POUR L'ÉTRANGI \$35.00

Les règlements supérieurs à l'abonnement annuel seront
considérés comme des abonnements de soutien

Chèque à l'ordre de
Dr Adélarde Paquin



6801 Gouin E # 102
Montréal Nord
Canada H1G 6L2



<http://www.communisme-bolchevisme.net>

Page complémentaire de l'étude *Impérialisme et anti-impérialisme* – V.G.

Perspectives 2009 : le système mondial de l'impérialisme au bord du chaos

Nous vous présentons en Première partie les chapitres suivant:

'Crise financière' : du fétichisme de la marchandise au fétichisme de la finance...

Impérialisme et industrie mécanique

L'Europe de l'Est dans la tourmente : un air de déjà vu...

La deuxième mystification Obama

'Crise financière' : du fétichisme de la marchandise au fétichisme de la finance...

Dans le contexte de la prétendue 'crise financière' qui frappe de plein fouet le système mondial de l'impérialisme, on entend chaque jour les médias bourgeois scruter, tantôt avec espoir, tantôt avec inquiétude l'évolution quotidienne des cours des marchés boursiers.

Mais plutôt que de s'attarder sur les variations quotidiennes, ces médias auraient du relever les grandes tendances de leur évolution.

Aux USA, l'indice Dow Jones Industrial Average a culminé à 14000 points en octobre 2007. Il était passé sous la barre des 9000 points en octobre 2008 et 6600 points au début du mois de mars 2009. L'indice SP 500 a lui aussi culminé en octobre 2007 à plus de 1600 points. Cependant, il n'a cessé de dégringoler depuis. À la fin du mois

d'octobre 2008, il était passé sous la barre des 1000 points, tandis qu'au début du mois de mars 2009 il continuait de s'effondrer pour passer sous les 700 points. L'indice Nasdaq composite a culminé à 2800 points en octobre 2007. Il était passé sous la barre des 1700 points en octobre 2008 et sous les 1300 points au début du mois de mars 2009.

L'indice Nikkei 225 (Tokyo) a culminé à 18200 points en juillet 2007. Il était passé sous la barre des 8500 points en octobre 2008 et à moins de 7100 points au début du mois de mars 2009.

L'indice DAX (Francfort) a culminé à 8000 points en juillet 2007. Il était passé sous la barre des 5000 points en octobre 2008 et à moins de 3600 points au début du mois de mars 2009.

L'indice FTSE 100 (Londres) a culminé à 6500 points en octobre 2007. Il était passé sous la barre des 4400 points en octobre 2008. Au début du mois de mars 2009, il se trouvait sous la barre des 3500 points.

L'indice SSE 180 (Shanghai) a connu son point culminant en octobre 2007 à près de 12 900 points. Il a connu son point le plus bas à la fin du mois d'octobre 2008 à un peu plus de 3700 points. Dès le début du mois de février 2009, il était repassé au-dessus de la barre des 5000 points.

Ainsi, même en se conformant à l'horizon borné de nombreux économistes bourgeois, il apparaît évident qu'alors que l'ensemble des places boursières des pays impérialistes en déclin ne cesse de voir baisser leurs cotations, les bourses chi-

noises, elles ont rompu avec cette tendance depuis plusieurs mois !

Le constat est le même dans le secteur bancaire : la bourgeoisie se garde bien, tout au moins dans les médias destinés aux masses, de préciser que si la 'crise financière' est bien mondiale, elle ne touche cependant pas toutes les banques de la planète de la même façon. Premier fait révélateur : selon une étude du Boston Consulting Group, à la fin de l'année 2007, trois des quatre premières banques en terme de capitalisation boursière étaient chinoises : l'Industrial and Commercial Bank of China (1ère), la China Construction Bank (2ème) et la Bank of China (4ème). Selon le cabinet d'étude, « la crise a entraîné un bouleversement parmi les plus grosses banques en terme de capitalisation boursière » : alors que les banques d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest ont perdu « 695 milliards de dollars de capitalisation boursière, soit plus que le PIB des Pays-Bas », celles des pays dits 'émergents' « en ont gagné 753 milliards ». (AFP, 30/04/2008)

Si l'année 2007 a été mauvaise pour les banques des pays impérialistes en déclin, l'année 2008 a été catastrophique : au cours de l'année précédente, les rares qui n'ont pas enregistré de pertes (telle HSBC) ont vu leurs bénéfices s'effondrer, à l'inverse des banques chinoises qui ont encore conforté leurs places de leaders mondiaux : « L'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) et Bank of China (BoC) ont ainsi annoncé mercredi 25 mars des hausses de respectivement 36 % et 14 % de leur bénéfice net ». Pour les analystes bourgeois lucides, il apparaît donc évident que « malgré les sombres perspectives » qui se dessinent en 2009, « la santé affichée par les deux établissements [chinois] contraste fortement avec les résultats des banques européennes et américaines ». (Les banques chinoises ont

les reins solides, www.e24.fr, 26/03/2009)

Le 18 mars 2009, le PDG d'AIG, ex-n°1 mondial de l'assurance, a annoncé le futur démantèlement de son groupe, dont l'État impérialiste américain est aujourd'hui propriétaire à hauteur de 80 %. En 2008, AIG avait enregistré des pertes à hauteur de 99 milliards de dollars. Aujourd'hui, AIG gère encore 1 600 milliards de dollars d'actifs jugés « à risque », de quoi inquiéter sérieusement son nouvel actionnaire principal... (AFP, 18/03/2009)

En 2008, le groupe Caisse d'Épargne a enregistré une perte nette de 2,0 milliards d'euros, la première de son histoire, alors que l'année précédente, il avait dégagé un bénéfice net de 1,4 milliard d'euros. A la fin de l'année 2008, son ratio Tier One se montait à 9 % (pour 16 milliards d'euros de fonds propres). Le ratio Tier One a été défini en 1974 dans les accords de Bâle en pleine crise économique par l'Allemagne, la Belgique, le Canada, l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Ce ratio, dont le minimum a été fixé à 4 %, est le rapport entre le total des dettes et les capitaux propres d'une banque. Quand ce ratio est trop bas, cela indique qu'il suffit d'une dévalorisation minime d'une partie du capital, pour annuler la valeur des fonds propres, conduisant l'établissement bancaire à la faillite. Le groupe Banque Populaire, lui a également enregistré une perte de 0,5 milliard d'euros en 2008, contre un bénéfice de 1,1 milliard d'euros l'année précédente. Son ratio Tier One se montait à moins de 8 % (pour 15 milliards d'euros de fonds propres).

Tels sont les chiffres officiels, car en fait la situation financière de ces deux banques est beaucoup moins reluisante qu'il n'y paraît : la masse de leurs capitaux propres a été

gonflée en comptabilisant dans leurs 'fonds propres' les milliards d'euros d'aide d'urgence apportés par l'État impérialiste français au deuxième semestre 2008. En fait, leur ratio Tier One avant leur renflouement se situait entre 3 et 4 % pour un total de plus de 850 milliards d'euros de dettes en 2008. C'est dire comme leur situation était précaire !

En 2008, le bénéfice net de HSBC (qui était la troisième banque mondiale à la fin de l'année 2007) a fondu comme neige au soleil : par rapport aux 19,1 milliards de dollars enregistrés en 2007, il a diminué de plus de 70 %. Ayant perdu plus de 15 milliards de dollars dans ses activités en Amérique du Nord, HSBC a fait savoir qu'elle allait cesser d'y accorder des prêts à la consommation et y fermer une grande partie de son réseau. HSBC a également réalisé une émission de capital de 17,7 milliards de dollars au cours du mois de mars 2009, une opération qui doit lui permettre de porter son ratio Tier One à près de 10 %. Cette émission de Capital, qui conduit à couper le gâteau des intérêts en des parts plus petites, n'a évidemment pas été décidée de gaité de cœur...

Difficile dans ces conditions pour les banques des pays impérialistes en déclin de prêter encore de l'argent aux entreprises sans risquer elles-mêmes de se trouver la faillite dès qu'un emprunteur important ne sera plus capable de verser les intérêts dus, dévalorisant ainsi la masse des capitaux qui lui avaient été prêtés !

Le canal du crédit se tarit – du fait de l'endettement croissant des ménages incapables de consommer davantage sans basculer dans le surendettement, des entreprises incapables de faire face à la concurrence toujours plus efficace qui leur est livrée par l'impérialisme chinois et des établissements bancaires eux-mêmes confrontés à la baisse des revenus issus de l'activité des entre-

prises et de la consommation des ménages. Une fois les banques elles-mêmes surendettées et au bord de la faillite, il ne reste plus aux États impérialistes qu'à entrer dans leur Capital, risquant à leur tour de se mettre en faillite – à l'instar de l'État américain dont le rendement des bons du Trésor quasi nul prouve qu'il est aujourd'hui au bord du précipice.

Le canal de l'industrie se tarit également : souffrant de ne plus se voir accorder de crédits aussi aisément qu'à l'accoutumée, les entreprises sont contraintes pour les plus fragiles de mettre la clef sous la porte et pour les plus résistantes de revoir à la baisse leurs objectifs de développement. Dans les deux cas, cela provoque une diminution de la masse des profits extorqués aux travailleurs. Le gâteau des profits se réduit et ainsi la masse des profits revenant au secteur financier diminue, plaçant les établissements bancaires dans une situation encore plus difficile...

En d'autres termes, la crise économique actuelle que traverse le système impérialiste et qui frappe de plein fouet les vieilles métropoles impérialistes, est alimentée à la fois par le canal du crédit et par le canal de l'industrie. Telle est la dialectique de la société bourgeoise quand une puissance impérialiste en déclin entre dans sa phase de dislocation.

Au début du mois de mars 2009, la Banque Centrale Européenne (BCE) a abaissé son taux directeur à 1,5 %. La Banque centrale d'Angleterre a fait de même, abaissant les taux d'intérêt à un nouveau niveau record de 0,5 %, officiellement dans l'espoir de relancer le crédit.

Au début du mois d'avril 2009, le gouverneur de la BCE annonçait une nouvelle baisse de son taux directeur à 1,25 %, un record depuis la création de la BCE en 1998. Ainsi, rien qu'au cours des premiers mois de l'année 2009, le taux directeur de la BCE est passé de 2,0 à 1,25 %.

En fait, la bourgeoisie ne renonce pas à ses intérêts de bonne grâce et si elle se résigne à les baisser, c'est avant tout parce que la masse des profits à partager diminue ! Qu'elle espère ainsi qu'en abaissant les taux d'intérêt elle obtiendra au moins une relance du crédit et donc de l'économie avec à la clef des profits supérieurs est pour elle une bien maigre consolation, d'autant plus si la relance ne fonctionne pas et si la masse des profits continue de baisser !

Suite à l'effondrement de la production industrielle au dernier trimestre de l'année 2008 qui a dégradé les résultats des grands établissements bancaires, l'impérialisme français a dû se résoudre à baisser le taux de rémunération du principal placement d'épargne des classes moyennes de la métropole, le Livret A. Le 1er février 2009, son taux d'intérêt a ainsi été ramené de 4 à 2,5 %. Le 3 avril, le gouverneur de la Banque de France a recommandé au gouvernement d'abaisser à nouveau le taux d'intérêt du Livret A à hauteur de 1,25 % lors de la prochaine révision trimestrielle, le 1er mai. Si le gouvernement applique ces recommandations, le taux de rémunération du Livret A descendrait à un niveau jamais vu depuis sa création... en 1818 !

Dépassons maintenant le cadre étroit dont sont prisonniers la plupart des économistes bourgeois.

Depuis octobre 2008, aux USA, au Japon et en Europe, on ne compte plus les fermetures – désormais quotidiennes – de grandes entreprises, ni le déferlement de sombres annonces économiques. Cependant, il serait faux d'affirmer – à l'instar des idéologues bourgeois soucieux de cacher les causes profondes de la crise pour faire croire à la correction possible des 'excès' du système –, que la 'crise des sub-primes' a été le facteur déterminant du déclenchement de la crise économique actuelle. La rup-

ture du crédit dans la sphère de l'immobilier n'a en réalité été qu'un épiphénomène de la tendance générale à la stagnation économique qui a fait déborder le vase du surendettement en son point le plus critique : celui des ménages pauvres.

Ainsi, après avoir cessé de progresser depuis août 2006 où il a atteint 114,0, l'indice de la production industrielle américaine a commencé à stagner et à décliner, bien avant le début officiel de la 'crise des sub-primes'. Durant le dernier trimestre 2006, il n'était plus que de 112,1. Les mois suivants confirmèrent que l'industrie américaine entrait dans une période de stagnation et de récession économique durable. L'indice de la production industrielle oscilla entre 112 et 113 durant toute l'année 2007. En janvier 2008, l'indice était à 112,3 mais s'était déjà effondré à 106,3 en octobre 2008. L'indice a continué de s'effondrer les mois suivants : en janvier 2009, il ne se montait plus qu'à 100,3 et en février à 98,8. En février 2009, la production industrielle américaine accusait ainsi une baisse de près de 12 % par rapport à février 2008 et était donc descendue sous son niveau de... 2002, qui était lui-même équivalent à celui de 1998 !

En 2008, le groupe General Motors a perdu près de 31 milliards de dollars. L'État impérialiste américain avait alors dû déboursier plus de 13 milliards de dollars pour permettre à General Motors de continuer à fonctionner en 2009. Le 17 février 2009, le groupe a demandé une nouvelle enveloppe de 30 milliards de dollars à l'État américain... Combien de temps encore l'impérialisme américain pourra-t-il continuer de perfuser son industrie automobile pour lui éviter la faillite ? De février 2006 à février 2009, le cours de l'action General Motors a perdu près de 90 % de sa valeur. Chez Ford, le cours de l'action a perdu près de 80 % durant la même période. Ford comme Gene-

ral Motors écoulaient la moitié de leur production en dehors des USA. Dernièrement, la direction de General Motors a annoncé qu'elle « n'écartait plus la possibilité d'un dépôt de bilan » au terme des deux prochains mois. (Xinhua, 30/03/2009) Chrysler, qui est également au bord de la faillite, à annoncé que ses ventes aux USA avaient baissé de 39 % en mars 2009 par rapport au même mois de l'année précédente. (Reuters, 01/04/2009)

Selon les statistiques officielles américaines, ce sont 5,1 millions d'emplois qui ont été supprimés aux USA dans le secteur privé entre décembre 2007 et mars 2009. Mais ce n'est qu'au cours de ces derniers mois que les chiffres ont pris des proportions gigantesques avec respectivement 0,68 million d'emplois détruits en décembre 2008, 0,66 million en janvier, 0,71 million en février et 0,74 million en mars. Au cours de ces quatre derniers mois, ce sont donc près de 2,8 millions de travailleurs qui ont perdu leur emploi aux USA. En janvier-mars 2009, la moitié des suppressions d'emploi a touché le secteur industriel. Avec 13,2 millions de chômeurs, le taux de chômage officiel a donc grimpé à 8,5 %, un record depuis 1983, et ce, sans compter près de 6 millions de personnes souhaitant travailler, mais non comptabilisées dans la population active, ainsi que près de 9 millions de personnes contraintes de travailler à temps partiel.

Le Royaume-Uni a lui aussi été très durement touché au cours de ces derniers mois. Ainsi, selon l'Office national des statistiques, c'est plus de 138 000 nouveaux chômeurs qui ont été comptabilisés rien qu'en février 2009, un record depuis la création de ces statistiques en 1971 ! Selon le journal Le Monde, « toutes les régions sont touchées » mais « incontestablement, ce sont celles dont l'économie est d'abord industrielle

qui souffrent le plus ». (Le Monde.fr, 19/03/2009)

En France, le mois de février a apporté 80 000 chômeurs supplémentaires. Ainsi, à la fin février 2009, le nombre de chômeurs en France métropolitaine se montait à 3,4 millions. En juin 2008, on ne comptait encore 'que' 2 millions de chômeurs...

En janvier 2009, le Japon a enregistré un déficit commercial de 10 milliards de dollars. Pour l'impérialisme japonais, ce quatrième mois consécutif de déficit commercial a provoqué au dernier trimestre 2008 la pire contraction de son économie depuis 1974. Selon le ministre japonais de la Politique économique et budgétaire, « ceci est la pire crise depuis la fin de la guerre », « il n'y a aucun doute à ce sujet ». (AFP, 16/02/2009)

Le 1er avril 2009, le Bureau Fédéral des Statistiques allemand a annoncé que les ventes au détail avaient baissé de 3,3 % en Allemagne dans les deux premiers mois de l'année 2009, par rapport à la même période de l'année précédente.

En y regardant de plus près, on observe donc une nette corrélation entre 1° l'évolution de la croissance d'indices boursiers et de la santé des établissements bancaires et 2° celle de la production industrielle en général et de la production d'acier en particulier. Les économistes et les politiciens bourgeois semblent penser que ce sont les financiers se disputant sur les marchés boursiers qui font la pluie et le beau temps. Aveuglement réel de la bourgeoisie, ou volonté délibérée de nier le caractère capitaliste de la crise en accablant les 'traders' pour mieux innocenter le Capital financier ? Pourtant, les mouvements de capitaux ne sont jamais complètement indépendants de la sphère productive, car en définitive seules l'industrie et l'agriculture créent la richesse. Les autres secteurs ne font que se répartir la masse de

plus-value créée dans la sphère productive.

C'est pourquoi observer l'évolution dans la sphère productive fournit des renseignements beaucoup plus précis sur l'état réel du rapport de forces inter-impérialistes que les oscillations quotidiennes des marchés internationaux. En matérialistes, c'est dans la sphère de la production matérielle que devons chercher les rapports de force réels entre pays bourgeois.

La crise n'est 'financière' qu'aux yeux des économistes et des politiciens bourgeois incapables d'en déceler l'origine dans la rupture entre la sphère productive et dans la sphère de la consommation, aveuglés qu'ils sont par le fétichisme de la société bourgeoise où une quantité donnée d'argent semble avoir la propriété immuable d'enfanter une quantité supérieure d'argent sans avoir à passer l'épreuve de la transformation industrielle, du moins au sein des métropoles impérialistes, puisque les capitaux exportés par les impérialistes dans les pays ateliers ont permis aux pays impérialistes de débarrasser leur cadre national de nombreuses branches d'industries sans pour autant renoncer aux profits qu'elles leur rapportaient.

Que cette rupture se soit d'abord produite dans le secteur du crédit en général et du crédit à la consommation en particulier comme produit du déficit croissant des pays impérialistes en déclin dans leurs relations économiques avec l'impérialisme chinois n'est pas surprenant pour des pays qui ont exploité pendant des décennies la sueur bon marché des travailleurs des pays ateliers !

La concurrence croissante livrée aujourd'hui par l'impérialisme chinois aux dernières industries de haute technologie de ses concurrents impérialistes leur rappelle aujourd'hui malgré les qualificatifs 'tertiaires' et 'post-industriels' dont ils s'affublaient comme pour conjurer le

spectre de la révolution sociale, qu'un pays dont la société est 'post-industrielle' ne peut en définitive

(dans les conditions présentes où un ex-pays atelier est parvenu à briser la 'traditionnelle' division internatio-

nale du travail), que se transformer en une ex-puissance impérialiste...

Impérialisme et industrie mécanique

Nous avons vu précédemment que l'évolution du rapport de force inter-impérialiste possédait une base matérielle : la production industrielle. Examinons maintenant plus en détail celle-ci.

Le PCUS(b), se guidant sur les enseignements de Marx analysant les conditions de la reproduction élargie de la richesse sociale, fit de l'industrialisation accélérée de la jeune URSS la condition de la construction des rapports sociaux socialistes à la ville comme à la campagne ainsi que de la survie de la patrie des travailleurs dans un environnement international bourgeois de plus en plus hostile. La clef du développement accéléré de l'industrie consistait dans l'édification d'une puissante industrie de production des moyens de production, seule capable d'assurer le développement accéléré de toutes les branches de l'économie industrielle et agricole, depuis l'édification d'une industrie légère, à la mécanisation des travaux agricoles en passant par l'édification d'une puissante industrie de défense capable de tenir tête aux pays impérialistes les plus puissants et donc de défendre les conquêtes économiques, politiques et sociales du premier pays socialiste.

En marxiste-léniniste, Staline sut comprendre aussitôt l'importance décisive que revêtait l'édification d'une industrie lourde en général et d'une puissante industrie mécanique en particulier, pour la survie et le développement du premier État des travailleurs. Car sans industrie mécanique, le pays était dépendant des moyens de production que les pays

bourgeois voulaient bien lui céder. Condamner l'URSS à travailler avec les moyens de production des autres, comme le souhaitaient les opposants à 'l'industrialisation à marche forcée', c'était maintenir les chaînes de l'asservissement impérialiste et de l'exploitation salariée, c'était en fin de compte laisser la bourgeoisie impérialiste internationale décider à la place de l'URSS et donc en définitive rendre impossible la construction d'une société socialiste, débarrassée de toute forme d'exploitation.

Dès les années 1930, l'URSS avait rompu avec succès le monopole des États impérialistes sur la mise en œuvre des moyens de production. Alors que l'URSS importait encore 33 % des machines nécessaires à son économie en 1927, elle n'en importait plus que 13 % en 1932 et moins de 1 % en 1937. Au cours de ces années se développèrent une multitude de branches d'industrie qui n'existaient parfois même pas quelques années auparavant. Dans ce combat titanesque, la bataille de l'acier ainsi que la bataille pour l'édification d'une puissante industrie mécanique capable d'outiller l'ensemble des branches de l'économie, furent sans aucun doute les batailles les plus décisives.

D'abord, il fallait produire de l'acier, car sans acier, pas de machines-outils. La production d'acier est donc une condition nécessaire, bien que non suffisante, de l'édification d'une industrie de production des moyens de production. Un pays impérialiste pour exporter des capitaux, doit avant tout être propriétaire de moyens de production

qu'il utilisera sur son sol national ou dans des pays dépendants qui en sont privés, pour y exploiter la main-d'œuvre.

Ces leçons, Staline ne les oublia pas non plus, quand de chef reconnu du premier État multinational des travailleurs, il devint le chef de la première union de pays socialistes. Loin de chercher à les maintenir dans la servitude et la pauvreté, il aida au contraire les peuples des pays frères à briser les chaînes de leur asservissement passé. Après avoir brisé les armées fascistes que l'impérialisme avait lancées contre elle, l'URSS entreprit donc, alors même qu'elle pansait ses blessures, de venir en aide aux peuples des pays libérés du colonialisme pour les aider à briser les chaînes pacifiques, commerciales et financières, qui faisaient de ces pays des pays misérables à la merci du bon vouloir des grandes puissances. Dans ces pays, on entreprit donc l'édification d'une industrie lourde diversifiée qui permettrait bientôt à leurs peuples d'imiter la voie glorieuse empruntée par l'URSS trois décennies auparavant et de conquérir leur véritable liberté, non seulement leur liberté politique, mais surtout leur liberté économique, seule capable de préserver et de développer l'ensemble des libertés gagnées.

Alors que le capitalisme naissant de la période manufacturière obtenait ses profits avant tout par l'extorsion de plus-value sous sa forme absolue (augmentation du nombre de salariés ou de la durée de travail), la grande industrie privilégia l'extorsion de plus-value sous sa forme relative

(diminution du temps de production). En effet, l'extorsion de la plus-value relative montre vite ses limites physiologiques, alors que le perfectionnement du machinisme permet de diminuer toujours plus l'usage de capital variable. En contrepartie, l'introduction de machines perfectionnées élève la part du capital constant et donc la composition organique du Capital.

Dans le cadre de la société bourgeoise où les entrepreneurs privés se livrent une concurrence féroce pour vendre leurs marchandises, le développement du machinisme revêt un double caractère : pour le capitaliste individuel, l'introduction de machines toujours plus perfectionnées est nécessaire pour pouvoir abaisser le coût de production en augmentant le volume de la production tout en diminuant (de manière relative ou absolue) la masse salariale, et espérer ainsi pouvoir vendre moins cher que la concurrence une marchandise tout en dégagant des profits.

Mais si pour le capitaliste individuel, la hausse de la composition organique du Capital doit apporter une hausse de ses profits, il en va tout autrement dans la réalité pour la collectivité des capitalistes. En effet, un capitaliste conserve rarement très longtemps l'exclusivité d'une innovation technique et l'adoption de machines aussi perfectionnées ou davantage encore par des entreprises concurrentes produit l'effet inverse pour la collectivité des capitalistes : la concurrence les pousse en effet à vendre leur marchandise au coût de production, et alors le bénéfice apporté initialement au capitaliste individuel par des machines plus perfectionnées se trouve annulé. Pire, la hausse de la composition organique du Capital qui en résulte a même conduit à diminuer la masse des profits extorqués comparativement au Capital engagé. Alors, le coût tou-

jours plus élevé de machines perfectionnées contribue à ruiner les capitalistes dont le niveau technique de l'outil productif retarde trop sur la concurrence, aboutissant à la création d'entreprises monopolistes qui deviennent les seules dont la taille permette de continuer à introduire des machines de plus en plus perfectionnées et coûteuses. Sous le capitalisme, on observe ainsi couramment une certaine stagnation du développement technique.

Outre ceci, le développement du machinisme sous le capitalisme détruit de nombreux emplois et contribue alors à aggraver la crise des débouchés et donc à exacerber encore davantage la concurrence entre les entrepreneurs privés.

Sous le capitalisme, la propriété privée des moyens de production entrave donc la reproduction élargie accélérée du produit social. Car en limitant la consommation des larges masses du peuple, le capitalisme réduit l'extension des débouchés ou amène même à leur contraction en période de crise. Ce n'est qu'en renforçant sa position sur le marché international au détriment de ses concurrents qu'un pays bourgeois peut espérer voir ses débouchés s'élargir.

Quand la consommation baisse et que les débouchés se contractent, les forces productives cessent non seulement de se développer, mais une partie d'entre elles devient même superflue. Dans les périodes de crise, le taux d'utilisation des capacités productives commence donc par décliner. Ainsi, selon les statistiques de la FED, alors que les capacités de production de l'industrie américaine étaient utilisées à hauteur d'environ 80 % au cours des trente dernières années (avec un point bas en 1982 avec 73,7 %, année qui avait vu la production industrielle américaine baisser de 5,2 %), ce taux s'est effondré de 80,2 à 70,2 % de février

2008 à février 2009, un record depuis la disponibilité de ces statistiques (1979). Le précédent record mensuel datait en effet de décembre 1982, avec un taux d'utilisation de 70,9 %. En 2008, la production industrielle américaine a baissé de 2,2 %. Au cours des deux premiers mois de l'année 2009, elle a encore baissé de 3,5 % (en rythme annuel). La baisse du taux d'utilisation des capacités productives est le signe que la faillite approche et qu'une partie de l'outil de production existant va devoir être envoyé au rebut ! La crise est là : on ferme des usines en parfait état de marche et on jette sur le pavé des millions de travailleurs. Et cette armée grandissante de chômeurs croît dans des proportions inverses à celle des débouchés qui se réduisent d'autant.

Faut-il pour autant condamner le machinisme en général ? Non, car si le machinisme condamne le travailleur à un labeur abrutissant ou au chômage sous le capitalisme, il permet de supprimer les tâches les plus pénibles. En augmentant la productivité du travail, le machinisme ouvre de larges perspectives aux travailleurs sous le socialisme. Enfin, Lénine et Staline insistèrent ainsi à maintes reprises que le facteur déterminant de la victoire définitive du socialisme serait la productivité du travail. Le capitalisme avait vaincu le féodalisme parce qu'il avait créé une productivité du travail supérieure. Le socialisme vaincrait le capitalisme parce qu'il ferait de même. Il fallait ainsi dépasser les pays impérialistes sur le plan technique, autant pour éviter de demeurer sous la menace d'agressions militaires, que pour démontrer aux travailleurs des pays bourgeois que le socialisme n'était pas une espèce de 'partage de la pauvreté', mais constituait leur seule perspective d'avenir.

Au sein du système mondial de l'impérialisme, ce sont ainsi les pays impérialistes disposant de l'industrie mécanique la plus perfectionnée qui détiennent en définitive un avantage économique décisif sur leurs concurrents. En outre, plus la technique se perfectionne, plus les investissements nécessaires sont colossaux et plus il est difficile pour un pays bourgeois d'émerger en tant que concurrent dans la production de machines-outils à la pointe de la technologie. Qu'un pays bourgeois dépendant cherche à édifier sa propre industrie mécanique, nécessitant d'édifier des barrières protectionnistes le temps de rattraper son retard, et les pays impérialistes ne manqueront pas d'adopter contre lui des mesures coercitives pour sanctionner ses manquements aux lois du libre-échange ! Aussi n'est-il pas facile à la bourgeoisie des pays dépendants de devenir une bourgeoisie impérialiste, quand bien même elle en aurait la volonté.

Principaux exportateurs et importateurs mondiaux de machines-outils en 2008

* En 2001, les trois dizaines de pays constituant les premiers producteurs mondiaux de machines-outils ont totalisé 36,2 milliards de dollars de production et 82,0 milliards de dollars en 2008. En 2001, le 29^{ème} pays avait produit pour 2 millions de dollars, tandis qu'en 2008, le 28^{ème} pays avait produit pour 37 millions de dollars. La production des pays suivants étant inférieure et donc négligeable par rapport à la production cumulée des pays inclus dans les statistiques disponibles, on peut donc considérer que les pourcentages représentent sensiblement la part de ces pays dans la production mondiale de machines-outils. De ces quelques dizaines de producteurs, nous ne donnons que les 8 premiers qui totalisaient près des 9/10^e de la produc-

tion mondiale en 2008. La même année, l'Espagne, le Brésil, la France, l'Autriche, la République Tchèque et le Royaume-Uni ont chacun contribué à hauteur de 1 à 2 % de la production mondiale tandis que la Turquie, les Pays-Bas, la Belgique, l'Inde, la Finlande, le Canada et la Suède n'ont contribué qu'à hauteur d'un demi-pour cent chacun environ. Enfin, la contribution de la Russie, de l'Australie, du Mexique, du Danemark, du Portugal, de la Roumanie et de l'Argentine est inférieure au quart de pour cent. En 2008, l'ensemble de ces pays a consommé près de 93 % de la production mondiale de machines-outils. Quant à la grande masse des pays dépendants d'Europe de l'Est, d'Asie, d'Amérique Latine et d'Afrique, ils ne comptent tout simplement pour rien dans la production de moyens de production et pour presque rien dans leur consommation. Leur sort est donc intimement lié à celui des puissances impérialistes.

La première conclusion que l'on peut tirer de ces chiffres est l'illustration concrète du monopole détenu par quelques États impérialistes sur les moyens de production. En effet, comment construire des usines et comment façonner l'acier, sans posséder les machines-outils formant le socle de l'industrie mécanique ? Sans posséder une puissante industrie de constructions mécaniques, impossible pour un pays de mettre en œuvre librement les moyens de production qui sont nécessaires à son économie, et donc d'assurer leur reproduction simple (remplacement de moyens de production usés) ou élargie (extension de la masse totale des moyens de production). Loin de s'affaiblir au cours des années, ce monopole se renforce, comme en témoigne l'élévation de la part représentée par les 8 premiers pays producteurs de

machines-outils. Il faut dire, comme on l'a vu, que les investissements croissants écartent les producteurs les plus faibles, incapables de mettre en œuvre une masse de capitaux suffisants.

À côté de pays bourgeois exportant massivement des moyens de production, on trouve donc des pays bourgeois possédant une industrie mécanique atrophiée les rendant tributaires (à des degrés divers) des moyens de production étrangers.

Ainsi, durant la période 2001-2008, la production indienne de machines-outils est passée de 112 à 424 millions de dollars. Sa part dans la production mondiale est donc passée de 0,3 à 0,5 %... En 2008, l'Inde n'a consommé que 2,3 % des machines-outils produites dans le monde et a importé 79,3 % des machines-outils qu'il a consommé. Géant démographique, l'Inde bourgeoise-compradore est donc en réalité un nain de l'industrie de production des moyens de production, particulièrement dépendant des pays impérialistes...

La situation est encore moins reluisante pour la Russie dont la production de machines-outils est passée sur la même période de 181 à 202 millions de dollars. Sa part dans la production mondiale est donc passée de 0,5 à 0,2 %... En 2008, la Russie n'a consommé que 0,7 % des machines-outils produites dans le monde et a importé 87,9 % des machines-outils qu'elle a consommé. C'est dire comme les acquis de la Révolution socialiste d'Octobre ont été anéantis. Durant plus de trois décennies, le social-impérialisme soviétique a rendu obsolète une industrie mécanique qui encore au début des années 1950 progressait à grands pas. En 1991, la fraction compradore de la bourgeoisie monopoliste d'État a décidé de la liquidation des industries devenues obsolètes. Rien qu'au

cours de la période 1990-1994, la production russe de machines-outils s'effondra de 60 %. En avril 2006, l'usine GAZ (Gorky Auto Works) de la ville de Nizhny Novgorod (autrefois Gorki) acheta à Chrysler une chaîne de production complète pour un montant de 150 millions de dollars... Ainsi, si l'impérialisme russe produit encore des voitures, c'est à l'aide de chaînes de production achetées à l'étranger !

À titre de comparaison en 2008, le Brésil, puissance impérialiste régionale, a consommé 3,1 % des machines-outils produites dans le monde et a importé 57,1 % des machines-outils qu'il a consommé. Un pays atelier inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme américain comme le Mexique a consommé 2,0 % des machines-outils produites dans le monde, mais a importé 92,5 % des machines-outils qu'il a consommé. D'autres pays ateliers liés à des puissances impérialistes concurrentes se trouvent dans une dépendance similaire : ainsi, la Turquie et la République Tchèque ont consommé respectivement 1,5 et 1,0 % des machines-outils produites dans le monde, mais ont importé 94,4 et 97,3 % des machines-outils qu'elles ont consommées.

En 2001, la Chine n'était que le 4ème consommateur mondial de machines-outils (13,1 %), derrière l'Allemagne, le Japon et les USA (respectivement 15,8 %, 14,5 % et 14,4 %), l'année suivante, elle avait conquis la première place. En 2008, la consommation chinoise absorbait

23,6 % de la production mondiale (soit dix fois plus que l'Inde !) et distançait largement celle de ses plus gros concurrents : 12,1 % pour l'Allemagne, 9,8 % pour le Japon et 8,2 % pour les USA.

La Chine est encore importateur net de machines-outils, au contraire du Japon, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse et de Taïwan qui exportent une grande partie de leur production.

Mais si la structure de l'import-export chinois de machines-outils reste encore éloignée de celle des premiers exportateurs mondiaux, il ne faut pas perdre de vue que l'industrie mécanique de l'impérialisme chinois évolue de manière très rapide vers l'autosuffisance : signe des temps inquiétant pour les fournisseurs de la Chine, durant la période 2001-2008, la part des importations par rapport à la consommation chinoise est passée de 50,8 à 38,7 %. À titre de comparaison, en 2008, ce ratio était de 94,4 % pour la Turquie, de 77,6 % pour la France, de 72,2 % pour les USA, de 60,0 % pour Taïwan, de 56,7 % pour la Suisse, de 44,1 % pour l'Allemagne, de 38,8 % pour l'Italie et de 9,8 % pour le Japon. On voit ici de manière évidente que la Chine n'est donc pas un pays atelier 'classique', tels l'Inde ou le Mexique : la Chine est avant tout un puissant pays impérialiste capable de produire sur son territoire une grande partie des moyens de production dont a besoin son économie. Son degré de dépendance est d'autant plus faible si l'on considère

la diversité des besoins d'une économie fournissant une grande partie de la production industrielle mondiale...

Si la production chinoise de machines-outils n'a pas encore rattrapé le niveau technologique des machines-outils japonaises, elle n'en progresse pas moins très rapidement, et le renforcement des liens avec Taïwan (qui possède un savoir-faire important dans ce domaine), ne tardera pas à faire de la Chine un sérieux rival pour leur industrie mécanique sur le marché chinois mais aussi à l'exportation.

En 2006, la production allemande de machines-outils avait comme principaux débouchés l'industrie automobile (36 %), la mécanique générale (26 %) et le travail des métaux (12 %). La fin de l'année 2008 et le début de l'année 2009 ont vu la demande en machines-outils allemandes s'effondrer. Au cours des mois de novembre à janvier, elle a ainsi reculé de 38 % par rapport à la même période de l'année précédente. De la même façon, la demande en acier allemand s'est effondrée de 47 % au cours du dernier trimestre 2008, un plongeon record depuis 1945. (La Tribune.fr, 04/03/2009)

L'impérialisme chinois, lui, peut raisonnablement espérer à la vue des colossaux investissements qu'il a commencé à réaliser depuis la fin 2008 pour stimuler la demande intérieure, que son industrie mécanique continuera à se développer afin de rattraper et dépasser celle de ses concurrents les plus puissants.

VISITEZ NOTRE NOUVEAU SITE WEB : [HTTP://WWW.NORTHSTARCOMPASS.ORG/](http://www.northstarcompass.org/)



L'Europe de l'Est dans la tourmente : un air de déjà vu...

L'Histoire se répète aujourd'hui d'une manière bien cruelle pour les peuples des pays d'Europe de l'Est. À partir des années 1970, les pays d'Europe de l'Est inclus dans la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique ont connu des difficultés économiques grandissantes.

Ainsi, la production annuelle d'acier de la Hongrie stagna autour de 3,7 millions de tonnes durant la période 1980-1988 avant de décliner sensiblement dès 1989. En 1990, elle n'était plus que de 2,9 millions de tonnes et en 1992, son point le plus bas, de 1,5 million de tonnes. Elle atteint son apogée en 2007 à 2,2 millions de tonnes, bien loin cependant de son niveau du début des années 1980... En 2008, sa production commença à décliner.

De même, la production annuelle d'acier de la Bulgarie stagna autour de 2,9 millions de tonnes durant les années 1980 avant de décliner sensiblement dès 1990, année où elle n'était plus que de 2,2 millions de tonnes. En 1992, son point le plus bas, elle n'était plus que de 1,5 million de tonnes. Elle atteint son apogée en 2003 à 2,3 millions de tonnes, bien loin cependant de son niveau du début des années 1980... En 2008, elle s'était effondrée à 1,3 million de tonnes !

En 1990, la production polonaise d'acier se monta à 13,6 millions de tonnes. Elle n'était plus que de 9,8 millions de tonnes en 1992. Elle ne parvint jamais à retrouver son niveau de 1990...

Au début des années 1990, ces pays-ateliers virent leur industrie (alors rattachée à celle du social-impérialisme soviétique) s'effondrer une première fois, incapables de résister à la concurrence livrée par l'industrie de pays ateliers asiatiques

inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme américain. Alors que la production d'acier de nombreux pays bourgeois stagna durant la période 1980-1990, celle de quelques pays ateliers appartenant aux sphères d'influence de pays impérialistes occidentaux explosa. Ainsi, la production cumulée d'acier de la Chine, de Taïwan, de la Corée du Sud et de la Turquie passa de 52 à 109 millions de tonnes. En 1992, ces pays en produisirent 130 millions de tonnes (dont 81 millions pour la Chine).

À l'effondrement de l'économie des pays inclus dans sa sphère d'influence (1989-1990), suivit l'effondrement du social-impérialisme soviétique lui-même en 1991. En ex-URSS et dans ses ex-zones d'influence privilégiées, des pans entiers d'industries devenues obsolètes disparurent. En 1994, la production d'acier des pays constituant l'ex-URSS (c'est-à-dire essentiellement la Russie et l'Ukraine) n'était plus que de 78 millions de tonnes, ce qui représentait à peine 48 % de leur production de l'année 1988. En 2007, après avoir profité pendant plusieurs années des hauts tarifs des produits énergétiques et miniers dont ils étaient d'importants exportateurs, la production d'acier de la Russie et de l'Ukraine s'était relevée à un niveau de production représentant 76 % de celui de 1988. Mais dès 2008, leur production s'effondra à nouveau : elle ne représentait plus que 70 % de celle de 1988 ! La même chose vaut pour les ex-pays ateliers inclus dans la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique aujourd'hui intégrés à l'UE (27).

Aujourd'hui qu'ils sont rattachés à des puissances impérialistes occidentales (et notamment européennes, à l'instar de l'impérialisme alle-

mand), les pays ateliers est-européens voient à nouveau leur industrie s'effondrer !

Selon le World Investment Report 2008, le stock mondial des IDE entrants se montait à 6881 milliards d'euros en 2007 et celui des IDE sortants à 8848 milliards d'euros. En 2007 les principales métropoles impérialistes d'Europe (Royaume-Uni, France, Allemagne, Pays-Bas, Allemagne, Espagne, Italie, Suède) totalisaient un stock de 4833 milliards d'euros d'IDE entrants (soit 70,2 % du total mondial) pour un stock d'IDE sortant de 6657 milliards d'euros (soit 75,2 % du total mondial). Leurs principales zones d'influence privilégiées en Europe de l'Est (Pologne, République Tchèque, Hongrie, Roumanie, Slovaquie, Bulgarie) totalisaient pour leur part un stock de 479 milliards d'euros d'IDE entrants pour un stock d'IDE sortant de seulement 48 milliards d'euros. (UNCTAD, World Investment Report 2008, p. 284)

En 2007, l'Allemagne était le premier partenaire commercial de la République Tchèque en fournissant 31,8 % de ses importations et en absorbant 30,7 % de ses exportations. D'autres pays impérialistes comme les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la France, l'Autriche ou l'Italie, étaient des partenaires commerciaux importants de la République Tchèque.

L'Allemagne était également le premier partenaire commercial de la Slovaquie en fournissant 31,8 % de ses importations et en absorbant 30,7 % de ses exportations. La République tchèque, elle, arrivait en deuxième position et assurait respectivement 17,3 et 12,6 % des importations et des exportations slovaques. D'autres pays impérialistes comme la France et l'Autriche figuraient parmi les premiers partenaires commer-

ciaux de la Slovaquie, loin derrière ses deux premiers partenaires commerciaux cependant.

L'Allemagne était aussi le premier partenaire commercial de la Pologne en fournissant 29,0 % de ses importations et en absorbant 25,9 % de ses exportations. D'autres pays impérialistes comme l'Italie, la France et les Pays-Bas comptaient parmi ses premiers partenaires commerciaux, mais encore une fois loin derrière l'Allemagne.

Enfin, l'Allemagne était également le premier partenaire commercial de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Roumanie. Comme on le verra ensuite, cette présence importante de l'impérialisme allemand dans les ex-pays de l'Est n'est pas sans signification.

Quel a été l'impact du début de la crise économique sur les économies des pays de l'UE ? Selon les statistiques de la BCE publiées dans le bulletin Stat Info de la Banque de France le 24 février 2009, le solde du compte des transactions courantes de la balance des paiements de l'UE pour l'année 2008 s'est fortement dégradé, ce qui prouve que le bloc impérialiste qu'est l'UE est mis en difficulté. En 2008, seul le solde de la balance des services reste positif, mais de manière bien insuffisante pour compenser le solde négatif des biens et des revenus. Ceci signifie pour les métropoles impérialistes de l'UE que leurs zones d'influence privilégiée ne créent plus assez de plus-value. L'effondrement des périphéries précède l'effondrement des centres impérialistes auxquels elles sont rattachées.

En 2008 la production d'acier des pays membres de l'UE a baissé de 5,6 % par rapport à l'année précédente. En janvier 2009, sa production mensuelle avait baissé de plus de 45 % par rapport à la production mensuelle moyenne de 2007 ! En janvier 2009, l'excédent commercial alle-

mand a été réduit à 11 milliards de dollars, face aux 20 milliards de dollars mensuels enregistrés en moyenne en 2008.

Production annuelle d'acier des ex-pays de l'Est intégrés à l'UE (27)

Ainsi, en 2007, la production mensuelle moyenne d'acier des ex-pays de l'Est intégrés à l'UE a été de 2,8 millions de tonnes. Elle s'est maintenue à ce niveau durant le premier semestre 2008, puis s'est effondrée à une moyenne de 2,0 millions de tonnes pour le second semestre. En janvier-février 2009, elle n'a été que de 1,4 million de tonnes.

Déjà, durant la période 1978-2006 la croissance de l'impérialisme chinois avait fourni une remarquable illustration de la loi léniniste du développement inégal et par bond des pays bourgeois sous l'impérialisme. La période actuelle démontre que l'action de cette loi, loin de s'affaiblir en période de crise économique, s'en trouve au contraire démultipliée. Ainsi, la production d'acier chinoise qui était passée de 8,1 à 33,8 % du total mondial durant la période 1980-2006 (Impérialisme et anti-impérialisme, p. 207.), est passée de 36,0 à 48,2 % entre janvier 2008 et février 2009 !

Alors que dans l'ensemble des pays impérialistes en déclin la production d'électricité a quasiment stagné durant la période 2000-2008, celle de la Chine a presque triplé durant ce laps de temps. En 2008, la Chine a produit 3256 milliards de kWh contre 4062 pour les USA et 2520 pour le Royaume-Uni, le Japon, l'Allemagne et la France pris ensemble. (www.indexmundi.com) La base énergétique chinoise a donc connu un développement permettant d'accompagner celui de son essor industriel.

En 2008, la Chine a produit 500 millions de tonnes d'acier, dont seulement 60 millions de tonnes ont été exportées. La structure qualitative de

ces produits exportés n'a cessé de s'améliorer : en 2007, 91 % de l'acier exporté était constitué de produits finis (tels les laminés). En 2008, à peine 2 % de l'acier exporté était encore constitué par des produits semi-finis (tels les blooms et les billettes). En 2008, les produits finis étaient vendus à plus de 1200 dollars la tonne contre à peine 700 dollars pour les produits semi-finis. Avec une capacité de production actuelle de 660 millions de tonnes en 2008 (contre 550 millions de tonnes l'année précédente), la Chine possède d'importantes surcapacités de production qui ne manquent déjà pas et ne manqueront pas encore davantage, dans le contexte d'aggravation de la crise des débouchés internationaux, d'exercer une très forte pression sur celles de ses concurrents...

En février 2009, la production mondiale d'acier a confirmé sa chute : seulement 83,8 millions de tonnes d'acier ont été produites, soit une baisse de 3,0 % par rapport à janvier.

Tandis que la production d'acier de l'UE (27) et de la Russie a stagné par rapport au mois précédent, celle des USA a continué de s'effondrer (3,8 millions de tonnes, soit une baisse de 7,9 %). Si la production chinoise a légèrement diminué (40,4 millions de tonnes, soit une baisse de 1,9 %), c'est dans des proportions très inférieures à la production japonaise (5,5 millions de tonnes, soit une baisse de 14,2 %), indienne (4,1 millions de tonnes, soit une baisse de 10,3 %) ou sud-coréenne (3,2 millions de tonnes, soit une baisse de 10,3 %). La position relative de l'impérialisme chinois a donc continué de se renforcer en février, malgré une très forte contraction des débouchés marchands internationaux : en janvier 2009, la Chine avait affiché un excédent commercial confortable de 39,1 milliards de dollars. En février 2009, les importations et des

exportations chinoises se sont respectivement montées à 60,5 et 64,9 milliards de dollars, soit un excédent commercial de seulement 4,4 milliards de dollars. Rappelons qu'en 2008, la moyenne mensuelle des importations et des exportations chinoises s'était montée à 76,5 et 101,8 milliards de dollars, soit un excédent commercial de 25,3 milliards de dollars.

Après s'être effondrée au début des années 1990 alors qu'ils étaient constitués en appendice productif du social-impérialisme soviétique, l'économie de ces pays s'effondre donc à nouveau alors qu'elle est aujourd'hui constituée en appendice productif de pays impérialistes ouest-européens !

Demeurer les jouets des rivalités inter-impérialistes, tel est le lot 'quotidien' des pays dépendants !

Qu'il est difficile aux élites bourgeoises-compradore de ces pays de trouver un partenaire impérialiste fiable sur le long terme, alors que le mouvement de l'économie mondiale fragilise parfois des puissances impérialistes autrefois dominantes ! Pour les travailleurs et les masses populaires en revanche, cette alternance de périodes d'essor et de déclin, dont les pays dépendants ateliers sont les premières victimes, démontre la nécessité et l'urgence de la révolution socialiste.

Et ce d'autant plus que même les élites bourgeoises compradores de nombreux pays dépendants, à l'exception de celles qui disposent de richesses énergétiques, peuvent difficilement espérer aujourd'hui soit se tourner vers l'impérialisme chinois (aussi longtemps que celui-ci reste l'atelier industriel du Monde), soit pouvoir le concurrencer un jour...

Face à cette voie sans issue à laquelle l'impérialisme a conduit les pays dépendants ateliers concurrents de la Chine, il apparaîtra de plus en plus évident aux peuples des pays

dépendants que l'impérialisme chinois continuera à construire son « socialisme aux caractéristiques chinoises » d'une manière similaire à celle des gouvernements « de gauche » des pays impérialistes d'Occident : en forgeant au prolétariat chinois des chaînes dorées ! Pour cela, deux options s'offrent à l'impérialisme chinois :

- soit l'impérialisme chinois conserverait l'actuelle division internationale du travail qu'il a mis en place avec les pays inclus dans sa sphère d'influence naissante. Cette division internationale du travail, caractéristique de la période coloniale, consiste à cantonner l'industrialisation des pays dépendants à quelques industries à composition organique basse et à transformer les matières premières et énergétiques importées au sein même de la métropole.

- soit l'impérialisme chinois opérerait pour l'adoption d'une division internationale semblable à celle adoptée par le social-impérialisme soviétique dans les années 1950 conduisant à la transformation des pays dépendants en pays ateliers fournissant en biens de consommation courante la métropole.

Pour l'impérialisme chinois, la poursuite de la première voie (actuellement suivie) permettrait de pérenniser l'exploitation de ses pays dépendants afin d'empêcher qu'un jour l'un d'eux ne puisse se transformer en rival, mais aurait pour contrepartie d'entretenir une forte instabilité politique et de renforcer les tendances séparatistes en leur sein. La seconde voie, elle, permettrait de détourner plus aisément ces tendances sur un chemin réformiste, mais l'adoption de cette voie est conditionnée par la transformation des bourgeoisies impérialistes concurrentes en bourgeoisies compradore. Il faut donc que les élites bourgeoises des USA, du Japon et de l'UE acceptent de brader leur

outil productif et leurs connaissances techniques et scientifiques !

Cette option peut sembler peu probable au premier abord. Pourtant, il existe un précédent de taille : l'implosion du social-impérialisme soviétique. Certes, au cours des années ayant ponctué son déclin, le social-impérialisme soviétique avait parfois montré les crocs à ses concurrents (comme en Afghanistan durant la période 1979-1989), mais en définitive les élites bourgeoises avaient accepté, bon gré mal gré, de sacrifier leurs ambitions impérialistes mondiales.

Pourquoi ? Parce qu'elles n'étaient pas véritablement impérialistes ? – comme l'affirmeraient ceux qui sont persuadés que le capitalisme a été restauré en URSS seulement au bout de longues décennies d'agonie. Ou bien parce que, tout en étant aussi impérialistes que les autres, elles n'avaient malgré tout pas vraiment eu le choix ?

Pour un marxiste-léniniste, la réponse à la première question ne peut évidemment qu'être négative. Pour autant, choisir la seconde explication pose une question à laquelle il faut répondre en matérialiste : cet effondrement pacifique loin d'être en quelque sorte une exception aux lois régissant les rapports inter-impérialistes ne résulterait-il pas de conditions objectives ?

N'est-ce pas une déviation révisionniste et kautskiste que d'affirmer que les rivalités inter-impérialistes peuvent trouver une solution sur le terrain du pacifisme et qu'une puissance impérialiste victime d'un déclin économique puisse se résigner à accepter sa défaite sans se lancer dans des aventures militaires, d'autant que le social-impérialisme soviétique disposait d'une industrie de défense et d'un arsenal d'armements très développés ? Du temps de Lénine et Staline, les puissances impérialistes en déclin

n'hésitaient pas à employer la force pour défendre leurs intérêts menacés et leur statut de puissance impérialiste. Alors pourquoi, depuis plus de soixante-dix ans, malgré la persistance de rivalités inter-impérialistes parfois très aiguës, le système mondial de l'impérialisme n'a-t-il pas connu de nouvelle guerre mondiale ?

Un matérialiste ne peut évidemment pas expliquer ceci par l'humanisation de la bourgeoisie, celle-ci faisant toujours aussi peu de cas de la vie humaine qui ne vaut toujours pour elle pas plus que ce qu'elle vaut sur le marché de la force de travail (c'est-à-dire rien du fait de la profusion de cette marchandise !), ni non plus par l'atténuation de ces rivalités économiques ou l'absence de crise économique, celles-ci ayant ponctué les décennies passées.

Ne nous trouvons donc pas en apparence face à une impasse ?

Si l'exacerbation des rivalités inter-impérialistes a conduit à deux guerres mondiales au cours des quatre premières décennies du 20^{ème} siècle, il ne faut pas oublier les conditions économiques concrètes sur lesquelles se sont produites ces guerres. À cette époque, le système mondial de l'impérialisme était caractérisé par une division internationale du travail bien précise. L'essentiel est que chaque puissance impérialiste, tout en étant dépendante des marchés extérieurs pour une fraction plus ou moins importante de ses besoins en ressources énergétiques et en matières premières, n'en possédait pas moins sur son sol national une industrie diversifiée à branches multiples lui apportant une relative autonomie pour mener une guerre. Une guerre, parce qu'elle sollicite de multiples branches d'industrie et parce qu'elle s'accompagne de destructions gigantesques, nécessite de la part des belligérants qu'ils soient capables d'assurer le renouvellement des moyens de production usés ou dé-

truits à une large échelle. Plus l'intégration internationale des pays bourgeois dans un environnement économique unique est étroite, plus il est difficile à chacun d'assurer la production de a à z de tout ce qui est nécessaire à une économie. En temps de guerre, cela devient rapidement problématique.

Au cours des années 1960-1980, le social-impérialisme soviétique contracta une très forte dépendance vis-à-vis des technologies de ses concurrents occidentaux. N'est-ce pas ce fait objectif qui détermina la liquidation pacifique du social-impérialisme soviétique ?

La question fondamentale à laquelle il s'agit de répondre est donc : les pays impérialistes en déclin (du moins certains) se trouvent-ils déjà aujourd'hui dans une situation similaire à celle du social-impérialisme soviétique ? Si ce n'est pas le cas, est-ce le chemin qu'ils prennent ?

Ainsi, les USA, malgré leur actuelle politique coloniale agressive dans certains pays dépendants, n'ont-ils pas aujourd'hui un tissu industriel si réduit et si dépendant de l'étranger qu'il interdise déjà à l'impérialisme américain de mener une guerre frontale contre son principal concurrent qui dispose lui sur son propre sol d'une industrie beaucoup plus diversifiée ? C'est ce que laisse penser la forte dépendance américaine aux moyens de production étrangers.

C'est aussi ce que laissent penser les pressants appels à l'aide lancés par l'administration Obama au cours du récent sommet de l'OTAN. Derrière la prétendue probabilité supérieure d'une attaque terroriste en Europe qu'aux USA « du fait de sa proximité géographique » ! L'impérialisme américain devrait pourtant savoir par expérience qu'à l'ère de l'aéronautique les distances comptent peu... En fait, Obama cherche à soulager l'impérialisme américain d'une partie des charges

de la coûteuse occupation militaire de l'Afghanistan : « l'Europe ne devrait pas s'attendre à ce que les États-Unis portent seuls ce fardeau », a-t-il déclaré. Mais eux-mêmes en proie à de graves difficultés économiques, l'impérialisme allemand et l'impérialisme français ne se sont évidemment pas laissés bernés par cet argument et ont fait savoir « qu'il n'y aurait pas plus de renforts militaires ». Maigre consolation pour Obama, ses alliés impérialistes ont assuré être disposés « à faire davantage sur le plan de la police, de la gendarmerie, sur le plan de l'aide économique pour former des Afghans »... (AFP, 03/04/2009)

Ainsi, de manière évidente, le club de l'OTAN, à l'instar de celui de l'UE, a du plomb dans l'aile... Confronté à un déficit budgétaire calamiteux et lui-même menacé de faillite, l'État impérialiste américain n'aura peut-être bientôt plus d'autre choix que d'imiter le social-impérialisme soviétique dans sa retraite d'Afghanistan deux décennies plus tôt, une retraite qui avait signifié la fin de son existence. Après avoir une dernière fois montré les crocs, le Capital financier américain rentrera peut-être bientôt se coucher docilement dans le panier que lui assignera son nouveau maître !

Le kautskisme projetait les illusions démocratiques-bourgeoises et parlementaristes des petits-bourgeois des métropoles impérialistes et leur conférait une portée mondiale. Le rêve de pacifisme entre les classes au sein d'une même nation se transformait ainsi en rêve d'une exploitation internationale pacifique et concertée des colonies. Le kautskisme était d'essence contre-révolutionnaire, car il entretenait les masses exploitées dans des illusions petites-bourgeoises qui en faisaient ensuite une proie facile du fascisme et des guerres inter-impérialistes.

Que signifie aujourd'hui ce 'pacifisme' auquel peut être contraint un pays impérialiste ? Il signifie que lorsque la violence ne peut plus être employée contre un concurrent impé-

rialiste, elle est alors employée contre les masses exploitées de la puissance impérialiste liquidée ! Il s'agit alors pour la puissance impérialiste triomphante et la nouvelle

bourgeoisie compradore autochtone de faire accepter aux masses exploitées la dégradation inouïe de leurs conditions de vie !

La deuxième mystification Obama

Le 4 novembre 2008, au terme d'une campagne médiatique internationale de plusieurs mois en sa faveur, l'impérialisme américain a choisi comme nouveau visage celui du sénateur Barack Obama. Dans notre article La bourgeoisie face à la crise et à la récession du 21 novembre 2008, nous précisions qu'Obama ayant reçu un large soutien de l'impérialisme américain, il ne fallait en attendre aucun changement positif. Pour les médias bourgeois, c'est au contraire comme si cet homme allait véritablement rompre avec la politique de ses prédécesseurs.

Voilà en quoi résidait la première mystification Obama. Voyons maintenant en quoi consiste la deuxième en observant le passage de la 'théorie' – c'est-à-dire les belles promesses faites au cours de la campagne électorale –, à la 'pratique' – c'est-à-dire à la démonstration que « yes we can » !

Le 17 mars 2009, Obama a détaillé son budget pour l'année fiscale 2010, qui commencera le 1er octobre 2009.

Présenté par Obama comme « un plan économique pour notre avenir » et « une base pour réaliser un redressement durable », ce plan de 3 600 milliards de dollars conduira au contraire à rapprocher le terme de la faillite inévitable de l'impérialisme américain ! Alors qu'Obama assure vouloir rompre avec la pratique consistant à « passer nos problèmes au prochain président ou à la prochaine génération » et critique « le déficit

massif que nous avons hérité » (Xinhua, 17/03/2009), il commence par... faire exploser ce déficit chronique responsable du surendettement américain ! Pour justifier ceci, il prétend évidemment que ses mesures vont le réduire davantage à plus longue échéance... Mais alors, disons-le tout de suite, à vraiment très, très longue échéance !

Voyons en quoi les prévisions avancées par Obama pour justifier le renflouement à court terme du Capital financier américain tiennent de la filouterie. Alors que la croissance américaine s'est montée à 1,3 % pour l'année fiscale 2008 et se montera selon les prévisions d'Obama à environ - 1,2 % pour l'année en cours, il table sur une croissance de 3,2 % pour réaliser son budget 2010 ! Pour les exercices suivants, jusqu'en 2013, la croissance américaine dépasserait les 4 % !

Dans leur Rapport intermédiaire sur les Perspectives économiques, les experts de l'OCDE sont beaucoup moins optimistes et prévoient pour les USA une récession de 4,0 % en 2009 et une croissance nulle en 2010 « en supposant que les vastes programmes de relance se montrent efficaces » car « les risques d'un scénario encore plus sombre l'emportent sur la perspective d'une reprise plus rapide ». Dans ce rapport, l'OCDE prévoit que « la récession la plus profonde et la plus étendue depuis plus de 50 ans » va provoquer pour l'année 2009 une récession de 4,1 % pour la zone Euro et de 6,6 % au Japon. La Russie serait durement tou-

chée (- 5,6 %). Le Brésil verrait sa croissance devenir négative et seules l'Inde et la Chine limiteraient les dégâts et enregistreraient une croissance positive avec respectivement 4,3 et 6,3 %, malgré un recul de plus de 13 % du commerce international. (OCDE, 30/03/2009)

On ne peut évidemment s'attendre à ce que ces prévisions bourgeoises se réalisent, ces prévisions supposant (à tort) que les plans de soutien des pays impérialistes en déclin auront un effet positif (quoique limité : + 1 % pour celui de l'impérialisme américain), sur leur PIB, mais elles reflètent néanmoins les grandes tendances du nouvel ordre impérialiste mondial qui est en train de se mettre en place sous nos yeux.

Revenons maintenant aux conditions idylliques dans lesquelles se déroule le doux rêve d'Obama : le déficit budgétaire de l'année fiscale en cours se monterait alors à environ 1750 milliards de dollars et celui de l'exercice 2010 commencerait à se réduire à environ 1200 milliards de dollars. Ce n'est qu'à la fin de l'année fiscale 2013 qu'il retrouverait son niveau de 2008 (soit environ 500 milliards de dollars). Entretemps, les montants du déficit accumulé au cours du mandat Obama feraient exploser la dette fédérale.

Outre ses prévisions de croissance ignorant manifestement la réalité de la crise économique internationale actuelle qui a des causes structurelles qui ne cesseront pas d'agir en 2010 comme l'affirme

Obama à travers les prévisions de son 'plan', le premier problème qui se pose, et pas des moindres, est de parvenir à financer ce budget.

Pour l'exercice 2008, les recettes provenant des impôts sur les entreprises et sur les particuliers s'étaient montées à environ 2350 milliards de dollars et au final le déficit du budget fédéral s'était monté à 459 milliards de dollars, représentant ainsi 3,2 % du PIB. Obama prévoit que les recettes provenant des impôts diminueront pour se monter à environ 2000 milliards de dollars au cours de l'exercice en cours, avant de remonter progressivement dès l'exercice 2010 pour dépasser 3000 milliards de dollars au cours de l'exercice 2013. Mais comme on l'a dit, les estimations de croissance étant surréalistes, le montant des recettes du budget est surestimé et celui de son déficit sous-estimé ! Ainsi, selon le CBO (un organisme du Congrès chargé de fournir des analyses économiques dans le cadre du budget), la récession pour l'année en cours ne se monterait pas à - 1,2 mais à - 3,0 % (un chiffre plus proche de celui prévu par l'OCDE), portant le déficit prévu de 1750 à 1850 milliards de dollars ! De même, pour l'exercice 2010, le déficit ne se monterait pas à près de 1200, mais à environ 1400 milliards de dollars ! Alors qu'Obama prévoyait un déficit budgétaire record de 12,3 % du PIB pour l'exercice en cours, celui-ci se montera plutôt à 13,1 % selon les dernières prévisions bourgeoises ! (AFP, 20/03/2008) Ce sera la première fois depuis Reagan que le déficit budgétaire américain dépasse la barre des 6 % ! En fait, il faut remonter jusqu'en 1942 pour retrouver un niveau de déficit budgétaire aussi élevé ! Pour le coup, si un président américain est mal placé pour critiquer l'action de ses prédécesseurs, c'est bel et bien Obama ! Une chance que les États impérialistes comparent leur déficit

budgétaire au PIB et non au montant total de leurs recettes ou de leurs dépenses budgétaires : ainsi, pour les USA, le montant des dépenses budgétaires prévu au cours des exercices 2009 et 2010 se chiffre respectivement à environ 3900 et 3500 milliards de dollars. Que dirait un banquier à une personne déjà criblée de dettes et au bord du surendettement qui voudrait se voir accorder un crédit lui permettant de dépenser le double de ce qu'il gagne ? C'est pourtant ce que propose de faire Obama avec l'État américain !

La question qui se pose ici – étant donné que le plan d'Obama ne vise pas comme le plan chinois à stimuler la demande intérieure et aura ainsi des répercussions négatives sur la consommation des ménages et donc par ricochet sur les débouchés, les entreprises et l'emploi, réduisant ainsi la croissance et le montant des recettes issues des impôts –, c'est : comment l'impérialisme américain va-t-il faire pour financer ce déficit colossal ?

En effet, rien que pour les exercices 2009-2010, la dette fédérale américaine va gonfler d'au moins 3250 milliards de dollars (sans compter l'habituel déficit du commerce extérieur...), portant la dette publique américaine à un niveau qui fait déjà cauchemarder certains politiciens bourgeois. Ainsi, selon Judd Gregg, membre républicain de la commission du Budget du Sénat, « avec les projets du président, la dette va grimper à des niveaux choquants, qui sont tout simplement insoutenables et vont détruire les chances pour l'économie à l'avenir ». (AFP, 20/03/2009)

Où l'impérialisme américain va-t-il donc pouvoir trouver les milliers de milliards de dollars nécessaires pour financer les nouvelles dettes contractées ? Le recours habituel est l'émission de bons du Trésor. Mais il ne suffit pas d'émettre des bons du

Trésor : il faut encore trouver des acheteurs intéressés ! Avec des taux d'intérêt quasi nuls et les doutes croissants de nombreux pays sur la capacité de l'État américain à rester un débiteur solvable, les pays qui s'étaient jusque-là portés acquéreurs de bons du Trésor américain vont sans aucun doute réduire ou suspendre l'achat de nouveaux titres émis, d'autant plus que la crise économique internationale a fortement dégradé les excédents commerciaux des pays qui se sont massivement portés acquéreurs de bons du Trésor américain au cours des dernières années.

En octobre 2008, la Chine le Japon et le Royaume-Uni étaient les trois principaux détenteurs de bons du Trésor américain, avec respectivement 652, 585 et 360 milliards de dollars d'avoirs.

De juillet 2008 au 1er mars 2009, les avoirs chinois en bons du Trésor américain sont passés de 518 à 712 milliards de dollars. On peut donc dire que jusqu'ici l'impérialisme chinois a soutenu avec force l'impérialisme américain, dans l'espoir évidemment d'obtenir des intérêts de ces placements, sinon tout au moins de soutenir ce moteur des exportations chinoises qu'est le commerce bilatéral Chine-USA ! En janvier 2009, 58 % des 36 milliards de dollars de déficit de la balance commerciale américaine étaient ainsi imputables au seul commerce bilatéral avec la Chine.

Mais suite aux lourdes pertes enregistrées en 2008 par la CIC (China Investment Corporation) sur les marchés boursiers étrangers, et notamment dans le fond Blackstone aux USA, l'unanimité ne règne plus parmi les économistes chinois : tandis que certains sont partisans de continuer à acheter des bons du Trésor américain qu'ils jugent encore être un investissement « relativement peu risqué » ayant « de bonnes liquidi-

tés », d'autres au contraire recommandent de cesser de se porter acquéreur de nouveaux bons du Trésor américain, s'inquiétant de la « possibilité que Washington soit incapable financièrement de rendre l'argent ». (China increases US treasury holdings, China Daily, 17 décembre 2008.) Dernièrement, la Bank of China a fait savoir qu'elle n'était finalement pas intéressée par le rachat d'AIG... La China Life Insurance Company Ltd. a également fait savoir qu'elle n'était pas non plus intéressée par le rachat de la filiale asiatique d'AIG, contrairement aux déclarations du Financial Times qui espérait sans doute encourager l'impérialisme chinois à mettre à nouveau la main à la poche... (Xinhua, 06/03/2009) Le 13 mars 2009, le premier ministre chinois déclarait au cours d'une conférence de presse qu'il était « préoccupé par la sécurité des titres du Trésor américain et aimerait obtenir des garanties du gouvernement américain ». (CEP news)

Il faut dire que l'effondrement des taux d'intérêt des bons du Trésor américain au cours de ces derniers mois a de quoi légitimement inquiéter les pays qui en détiennent le plus. De février 2007 à août 2008, le rendement annuel du bon du Trésor américain à trois mois est passé de 5,03 à 1,72 %. Cet effondrement s'est confirmé au cours des mois suivants : il n'était plus que de 0,67 % en octobre 2008. De novembre 2008 à février 2009, il n'a été en moyenne que de 0,16 % ! Selon les statistiques fournies par la FED, pour retrouver des rendements aussi faibles, il faut revenir à la grande dépression des années 1930... Le 18 mars 2009, la FED a fait savoir qu'elle allait maintenir ses taux directeurs entre 0 et 0,25 % au cours des prochains mois. Cet effondrement des taux d'intérêt a toutes les chances de refroidir les appétits chinois, d'autant que s'y ajoute la réévaluation croissante du

yuan vis-à-vis du dollar qui déprécie le montant des investissements chinois libellé en dollars : ainsi, durant la période 2004-2007 le taux de change est passé de 8,3 à 7,6 yuans par dollar. À la fin de l'année 2008, il n'était plus que de 6,9 yuans par dollar. Rien de plus normal que plus le temps passe, plus l'impérialisme chinois se demande à quoi bon continuer d'acheter massivement des titres qui ne rapportent rien et dont la cotation ne cesse de baisser...

Sans aucun doute, l'impérialisme chinois commence à comprendre qu'il est dangereux de continuer à financer l'endettement américain : s'il continue, il lui offre certes une bouffée d'oxygène à court terme, mais il s'expose alors à perdre davantage quand l'État américain sera lui-même mis en état de faillite !

L'impérialisme chinois en vient donc de plus en plus à penser qu'il est peut-être temps de faire le deuil des centaines de milliards de dollars investis en bons du Trésor américain pour se rapprocher davantage de pays dont la situation économique est moins alarmante que celle des vieux pays impérialistes en déclin. En février 2009, le président chinois s'est rendu en Arabie Saoudite où d'importants accords économiques ont été conclus dans les domaines du pétrole, du gaz naturel, des minerais et du commerce (ainsi, la China Railway Co a signé un contrat de 1,8 milliard de dollars pour la réalisation d'un monorail pour le transport des pèlerins à La Mecque). Or les pays exportateurs de pétrole, dont certains comme l'Arabie Saoudite (ou la Russie qui détenait 81 milliards de dollars de bons du Trésor américain en octobre 2008) se sont massivement portés acquéreurs de bons du Trésor américain durant les années où les revenus pétroliers explosaient, ne peuvent aujourd'hui, à l'instar de la Chine, que voir d'un mauvais œil l'effondrement imminent de

l'impérialisme américain. Ils pourraient bien décider de tourner bientôt le dos tous ensemble à cet État-débiteur surendetté au bord de la faillite !

En 2008, le déficit du budget de l'État chinois s'est monté à 83 milliards de dollars. Pour l'année 2009, le parlement chinois a prévu un déficit budgétaire de 109 milliards de dollars (soit 12 % du montant total de son budget d'État) qu'il financera principalement au moyen de l'émission d'obligations d'État. De ce côté-là, l'État chinois n'a pas encore de souci à se faire, ni concernant le niveau encore faible de sa dette publique (22 % du PIB en 2006), ni pour trouver des acheteurs : avec l'effondrement rapide de l'économie de nombreux concurrents de la Chine, les investisseurs chinois se ruent sur les obligations d'État. Ainsi, quand à la fin du mois de novembre 2008 l'État chinois a émis pour 3 milliards de dollars d'« obligations en or », comme les surnomment désormais les investisseurs chinois, la totalité de ces titres a trouvé acquéreur au cours de la première heure du premier jour des souscriptions !

Aux USA, l'administration Obama rêverait de pouvoir en faire de même...

Durant la période 2000-2008, la dette extérieure de la Chine est passée de 159 à 363 milliards de dollars, un montant dérisoire au regard des liquidités dont dispose l'impérialisme chinois : en novembre 2008, les réserves de devises de la Chine se sont montées à 1 950 milliards de dollars, largement devant celles du Japon qui détenait alors 1 030 milliards de dollars. Si la dette extérieure du Japon est relativement modérée vis-à-vis d'autres pays impérialistes (1492 milliards de dollars en 2008), c'est le contraire pour sa dette publique qui est la plus élevée des pays impérialistes. En 2008, elle

se montait à 180 % de son PIB, soit près du triple de celle des USA, du Canada, de l'Allemagne ou de la France qui se montaient à 'seulement' 61-67 % de leur PIB, une proportion pourtant déjà égale au triple de celle de la Chine ! En outre, la masse très supérieure des profits générés par l'économie chinoise rend cette charge incomparablement plus légère pour les finances de l'État chinois (qui possède par exemple deux tiers du Capital de la Bank of China), à proportion de dette publique égale.

Dans les pays impérialistes en déclin, l'endettement extérieur s'est creusé à une vitesse souvent vertigineuse au cours des dernières années : rappelons qu'en 2002 la dette extérieure de la France ne se montait qu'à 106 milliards de dollars, celle du Royaume-Uni ne se montait encore 'qu'à' 4710 milliards de dollars en 2005 et celle des USA qu'à 862 milliards de dollars en 2003. En 2008, les montants respectifs de la dette extérieure des USA, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France étaient de 12250, 10450, 4489 et 4396 milliards de dollars.

On le voit, le rapport de force industriel et financier dont jouit l'impérialisme chinois en fait sans aucun doute la puissance impérialiste la plus solvable et la plus endurante face à la crise économique. Inévitablement, l'économie chinoise souffre et continuera de souffrir de la contraction des débouchés internationaux – comment pourrait-il en être autrement d'une économie où les exportations représentaient 34,7 % du PIB en 2008 ? –, mais elle souffrira moins que celle de ses concurrents. Que dire en effet de l'impérialisme allemand dont les exportations ont représenté 38,3 % du PIB en 2008 ?

Des pays comme la Chine, le Japon, l'Allemagne et la Russie ne vont-ils pas préférer utiliser leurs

liquidités pour tenter de soutenir leur économie, plutôt que de continuer à financer le gargantuesque appétit de l'État américain ? Selon les analystes du LEAP/Europe 2020, ce scénario catastrophe est déjà une réalité : à la fin de l'année 2008, Taïwan avait déjà décidé de cesser d'acheter une des composantes de la dette publique américaine et le Japon était devenu vendeur net de bons du Trésor américain ! Comment l'impérialisme américain va-t-il donc procéder pour lever les fonds nécessaires au financement de son déficit budgétaire ? Face à ce défaut d'acheteurs, la FED a annoncé le 18 mars qu'elle allait elle-même acheter pour 300 milliards de dollars de bons du Trésor américain à long terme dans les six mois à venir ! L'impérialisme américain se trouve aujourd'hui dans une impasse, et le plan d'Obama, loin de le sauver de la faillite, ne va qu'en différer légèrement le terme !

Anticipant certainement la faillite imminente de l'État impérialiste américain, « le Financial Times a commencé à établir la liste des actifs matériels du gouvernement fédéral américain : bases militaires, parcs nationaux, bâtiments publics, musées, etc... » (Communiqué public GEAB, n°29, 16 novembre 2008)

Ainsi, à l'heure du dépôt de bilan, l'administration Obama sera au moins en mesure de rembourser ses créanciers étrangers !

Le masque métissé d'Obama constitue sans aucun doute pour le Capital financier américain l'arme idéale pour mystifier les larges masses exploitées dépolitisées de la métropole impérialiste américaine.

Certains démocrates petits-bourgeois américains ont déjà pris la mesure de ce danger. Ainsi, dans son documentaire *The Obama Deception* sorti le 15 mars 2009, le journaliste Oliver Jones montre comment Obama, qui a été présenté comme un sauveur au service du peuple améri-

cain, est en fait un pion défendant les intérêts des banques américaines (c'est-à-dire du Capital financier américain). Bien que sa critique reste prisonnière de l'étroit horizon du petit-bourgeois démocrate, Oliver Jones comprend que la politique d'Obama orientée vers la paupérisation de la classe moyenne, la destruction du pouvoir des États fédérés au bénéfice du renforcement du pouvoir du Gouvernement Central et le renforcement de la répression intérieure au moyen de mesures comme l'instauration d'un Service National forcé, d'un réseau d'espions civils à domicile et la destruction du second amendement qui permet à tout américain de posséder une arme, ne prépare ni plus ni moins que l'instauration du fascisme.

Toutes ces mesures seront en effet nécessaires au Capital financier américain pour traverser la crise, que ce soit en se lançant désespérément dans une confrontation armée directe avec l'impérialisme chinois, ou au contraire de manière plus 'réaliste' en transformant le territoire américain en un pays dépendant inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme chinois !

Dans le dernier cas, la 'riche' expérience acquise par l'impérialisme américain au cours des opérations de police en Irak et en Afghanistan ne manquera pas de se révéler précieuse pour mater toute forme de contestation sociale ainsi que les mouvements de libération nationale qui émergeront inévitablement. Une expérience dont profiteront également d'autres nouvelles bourgeoises compradore ayant participé aux opérations de l'OTAN...

Qui va payer les pots cassés?

Que sont devenus les néolibéraux ? Après qu'eut disparu en peu de mois le quart de la richesse planétaire, ils ont disparu eux-mêmes. A présent ils ne prêchent plus que l'omnipotence du capital mène droit au ciel, parce qu'il nous a précipité en enfer. De même, ils ne protestent plus contre l'intervention de l'État, parce que ce dernier leur alloue des parachutes dorés pour les remercier d'avoir causé le Déluge. Très peu proposent la dérégulation, car l'anarchie de la concurrence fut l'arme avec laquelle ils se sont eux-mêmes entretenu. Le seul point sur lequel ils insistent est le fait que celui qui doit payer les pots cassés, c'est le travailleur. Comme l'a dit Eduardo Galeano, le socialisme après tout ce n'est pas si mal, quand on peut socialiser les pertes.

Luis Britto Garcia

Le 04 avril 2009

Toute catastrophe met à nu l'ordre qui l'a produite. Pendant le naufrage du Titanic, l'accès aux canots fut interdit aux marins, aux seconde et troisième classes, aux servants et machinistes, et à l'orchestre qui a joué pendant la plongée. Source de tout bénéfice, le travailleur est de même le remède à toute perte. « Le sacrifice doit être partagé », a déclaré la Fedecamaras après la fermeture ratée de 2002 et le licenciement de dizaine de milliers de personnes. L'assureur AIG reçoit 173 milliards de dollars d'aides financières et destine 450 millions en primes de remerciement aux cadres qui l'ont ruiné. Le capitalisme sacrifie toujours ceux qui ont créé sa richesse.

Par conséquent, aux États-Unis 3.600.000 travailleurs sont à la rue, pendant que l'Organisation Internationale du Travail prévoit que pour fin 2009, 51 millions d'emplois supplémentaires seront perdus dans le monde et révèle de brutales remontées de chômage dans les pays dominants : 14,4% en Espagne, 8,1% en France, 8,1% aux États-Unis, 7,2% en Allemagne, 6,2% en Suède, 6,7% en Italie, 6,1% en Grande-Bretagne (Nelson D. Schwartz : « Emplois troublés » ; The New-York Times, 21-2-2009, p.3). L'Union Européenne a 17,5 millions de sans-emplois et on en prévoit 3,5 de plus en 2009. La situation n'est pas meilleure pour les pays qui on attaché leur économie au rouleau compres-

seur du capitalisme. En Chine, 20 millions de personnes ont perdu leur emploi ; en Inde, seulement entre octobre et décembre 2008, il y a eu un demi-million de nouveaux sans-emploi. Pour l'Amérique du sud, l'Organisation Internationale du travail en prévoit 2,4 millions de plus en 2009. Le capitalisme ne peut plus créer d'emplois.

De même que les spéculateurs se sont lancés dans la bagarre pour les bénéfiques, leurs travailleurs se disputent le peu d'emplois qu'il reste. Pour se les garder, on fait des discriminations sur le sexe, la race, la religion, on durcit les lois sur l'immigration, on ferme les frontières, on applique des « Aides au Retour » et on érige des « Murs de la Honte » contre les immigrants légaux ou illégaux. On propose l'impossible retour à 18 millions d'émigrés mexicains, 5 millions de colombiens, 3 millions de péruviens, 3 millions de boliviens, un million et demi de salvadoriens, 1 million de nicaraguayens, 800.000 équatoriens, qui cherchent du travail dans les grandes métropoles. La crise secoue les pays qui dépendent des envois de leurs émigrants. Le Mexique voit fondre les 4.224 millions de dollars qu'il reçoit annuellement d'eux ; le Brésil ses 1.213 millions ; le Salvador ses 1.086 millions ; la République Dominicaine ses 847 millions de dollars. L'absence de renvois d'argent des émigrants frappe aussi quasi toute l'Afrique et une grande partie de l'Asie.

Sans travail il n'y a pas de salaire ; sans salaire il n'y a pas de consommation. Les économies des pays développés diminuent leurs importations venant des pays en voie de développement : la crise se déplace vers les victimes habituelles. Obama lance le slogan « Achetez américain ! », ce qui signifie : n'achetez pas à d'autres pays. C'est une condamnation à mort de la part du premier pays importateur du monde, qui en 2007 a acheté pour 1.985.000.000.000.000 dollars à l'étranger. La production des pays périphériques ne trouve pas acheteur, les prix des produits font une chute en piqué, les industries ferment, les travailleurs se retrouvent à la rue.

Mais à leur tour, les pays en voie de développement, affectés par la faillite de leurs entreprises et le chômage qui en découle, restreignent leur demande en importation de biens venant des pays développés. En 2007 les États-Unis exportaient des biens pour un montant de 1.149.000.000.000.000 de dollars. Une partie significative de ces biens ne trouve plus acquéreur. Une infinité d'entreprises qui spéculent sur ces biens y laisseront leur peau. La crise s'enroule comme une spirale qui à chaque tour majore ses effets, et, livrée à elle-même, va resserrer son étai jusqu'au collapsus total.

Une économie privée qui ne peut se tirer d'affaire d'elle-même peut être sauvée par l'État. Mais ne nous trompons pas : l'aide de l'État est elle-même payée par les travailleurs,

premières et dernières victimes de tout ce processus. Les aides financières, les grands travaux publics, les injections de crédit dans le système économique, l'augmentation des dépenses militaires, classiques mesures « keynésiennes », se financent via des procédés eux aussi classiques : augmentation démesurée de l'argent circulant, ce qui dévalue la monnaie ; approfondissement de la dette publique qui devra être payée par une augmentation des impôts ; déficit systématique, qui en fin de compte se soldera aussi par des augmentations

d'impôts. Et tout cela sera pris dans le portefeuille du citoyen.

Ainsi partout dans le monde les régimes d'imposition sont truqués pour que les grandes entreprises payent peu voire rien du tout, et les petits contribuables payent la quasi totalité de la charge fiscale. Les États-Unis ont obligé quelques banques suisses à révéler les noms de leurs déposants. Par contre ils ne font rien contre les Paradis Fiscaux des Iles Vierges et des Iles Caïman, sur leur propre côte, où vont être déposés les impôts que les multinationales ne payent pas en Amérique Latine grâce

au « Traité contre la Double Imposition ».

Avant la crise, il y avait 1.400 millions de pauvres, 963 millions de personnes en sous-nutrition et 190 millions de sans-emploi, soit un total de 2.553 millions personnes, 38% d'êtres humains en situation précaire. La crise fera grimper ces chiffres. Si vous voulez savoir qui la payera, tendez-vous un miroir.

Source:

<http://luisbrittogarcia.blogspot.com/>
Traduit par Jean-Louis Seillier pour Investig'Action

Crise au Darfour: le sang, la faim et le pétrole

Le premier génocide du 21ème siècle est-il en train de se dérouler au Darfour? Cette province du Soudan est le théâtre d'un conflit qui sensibilise l'opinion internationale. Comme pour toute lutte sur le sol africain, les mêmes images de misère nous parviennent : des hommes se déchirent, des enfants pleurent et le sang coule. L'Afrique est pourtant le plus riche continent du monde. Dans ce nouveau chapitre de notre série « comprendre le monde musulman », Mohamed Hassan nous dévoile les origines du paradoxe africain et nous rappelle que si le Soudan abrite différentes ethnies et religions, il regorge surtout de pétrole.

Mohamed Hassan

Interview : Grégoire Laliou et Michel Collon

Extraits



Quelles sont les origines de la crise du Darfour?

Vaste région d'Afrique riche en ressources qui aurait pu être unie et développée

Les gens qui prétendent que la crise du Darfour vient d'un problème ethnique ou religieux n'ont pas une très bonne connaissance

de cette région. Cette guerre est en fait économique. Les puissances coloniales d'hier et les puissances impérialistes d'aujourd'hui sont responsables des malheurs de l'Afrique. Toute cette région, partant du Soudan jusqu'au Sénégal, partageait par le passé les mêmes origines culturelles et regorgeait de richesses. Elle aurait pu être unie et développée si le colonialisme au 19ème siècle n'était pas venu créer des frontières factices au sein de cette zone. Je dis que ces frontières sont factices car elles ont été créées selon les rapports de force entre les puissances coloniales, sans tenir compte de la réalité du terrain et encore moins des désirs du peuple africain. Au Soudan, ce sont les colons britanniques qui, en appliquant la politique du «diviser pour régner», ont jeté les

bases des conflits qui déchireront le pays.

Quels seront les raisons de cette première guerre civile?

Lorsque le Soudan accède à son indépendance en 1956, il n'y a toujours pas de relations entre les deux parties du pays. Le Nord est musulman, se réclame d'être arabe et a tiré bénéfice de l'activité économique durant la colonisation britannique de telle sorte que le pouvoir et les richesses se sont centralisés autour de Khartoum. Le Sud en revanche est protestant et se présente comme une communauté africaine traditionnelle. Il va réclamer un partage équitable des richesses tout au long de cette première guerre civile qui durera jusqu'en 1972. A cette date, un accord de paix est conclu et transforme le Soudan en État fédéral.

Mais la paix ne sera que de courte durée. Vers la fin des années 70, la compagnie pétrolière américaine Chevron découvre d'importants gisements de pétrole au Soudan. Le président de l'époque, Numeiri, va alors vouloir changer les frontières de l'État fédéral pour permettre à l'autorité centrale de contrôler les ri-

En un peu plus de 50 ans, le Soudan a donc connu deux guerres civiles. Et aujourd'hui, la crise du Darfour embrase l'Ouest du pays. La situation ethnique semble tout de même explosive au Soudan. On comprend mieux pourquoi certains médias parlent de poudrière lorsqu'ils font référence à ce

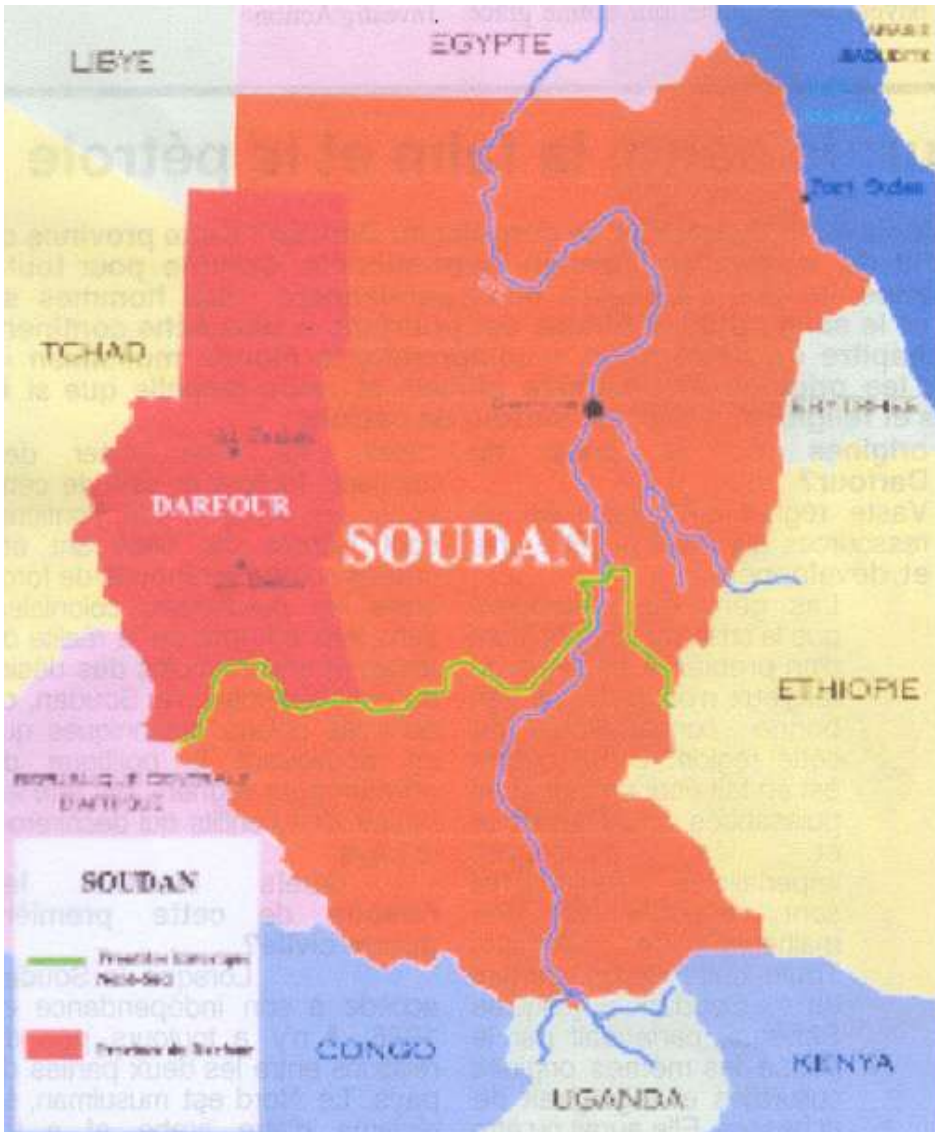
cielle. Les communautés du Sud sont plus typiques de la région du Nil. Leur peau est plus sombre et les religions dominantes sont le christianisme et l'animisme. Mais les guerres civiles qui ont opposé ces deux parties du pays n'étaient ni ethniques ni religieuses. Elles portaient en fait sur une répartition équitable des richesses.

Observons la situation du Darfour maintenant. Il s'agit d'une région melting-pot où des tribus nomades musulmanes et arabophones, telles que les Janjawids ou les Takawas, côtoient des fermiers sédentaires. Par temps de forte sécheresse, ces tribus nomades migrent vers les installations des fermiers sédentaires et des combats éclatent. L'idée que des Africains se font massacrer par des Arabes est construite sur l'observation erronée que les Janjawids sont arabes. Mais si cette tribu revendique d'hypothétiques origines arabes, vous ne voyez, en réalité, rien chez eux de ce que nous connaissons des Arabes aujourd'hui.

Il y a un autre élément important de cette crise dont on parle très peu : les intérêts de la bourgeoisie régionale. Avec la découverte du pétrole, la mondialisation et le développement du réseau d'informations, tout le monde veut sa part du gâteau. A l'instar des élites du Sud, la bourgeoisie du Darfour réclame aujourd'hui un partage des richesses face à un gouvernement central qui monopolise le pouvoir et les ressources. Ce qui est spécifique à la crise du Darfour, c'est que ces contradictions ont été amplifiées et politisées à cause de l'engagement de la Chine au Soudan.

Quel est le rôle de la Chine au Soudan?

Après avoir découvert d'importants gisements pétroliers,



chesses pétrolières. Cette violation de l'accord de paix va relancer la guerre entre le Nord et le Sud du pays en 1980. Cette guerre va durer plus de 25 ans.

Le Soudan abrite la province du Darfour à l'Ouest et est traversé par le Nil.

pays.

Il n'en est rien. La plupart des ethnies qui vivent au Nord du pays sont musulmanes, ressemblent physiquement à des Égyptiens et si beaucoup possèdent leur propre dialecte, toutes parlent l'arabe comme langue officielle.

Chevron a dû quitter le Soudan pour deux raisons. Premièrement, le pays était redevenu instable à cause de la seconde guerre civile. Deuxièmement, si les États-Unis avaient jusqu'ici entretenu d'excellentes relations avec le Soudan, le nouveau régime islamiste mis en place par Omar al-Bachir en 1989 lui était carrément hostile. Le pétrole soudanais échappait donc aux intérêts américains. La Chine est alors venue vers le Soudan avec le message suivant : « Je vais vous acheter vos matières premières aux prix en vigueur sur le marché international ». Cette situation présente un avantage comparatif à la fois pour la Chine et le Soudan. La première peut disposer des ressources dont elle a besoin pour son développement tandis que le second n'est plus obligé d'emprunter de l'argent aux institutions internationales. Mais cette implication chinoise en Afrique est une première historique. C'est ce qui effraie les impérialistes européens et américains.

Qu'entendez-vous par avantage comparatif ?

David Ricardo, le plus important des économistes bourgeois après Adam Smith, a développé la théorie de ce qu'il appelle l'avantage comparatif. Ce concept a été appliqué par le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale dans les pays du Tiers-Monde durant les cinquante dernières années. Imaginons que je sois un pays qui produit des bananes. Le FMI vient me trouver et dit : « Vous produisez des bananes, vous avez une certaine connaissance sur ce sujet et vous avez développé des ressources humaines autour de cela : vous êtes spécialisé! Au plus vous serez spécialisé dans les bananes, au plus vous rédui-

rez vos coûts de production, au plus vous serez efficace. Si vous suivez cette méthode, vous aurez un avantage comparatif sur le marché et votre pays se développera. ». J'augmente donc ma production de bananes mais mon voisin fait la même chose. Le résultat, c'est qu'il y a trop de bananes sur le marché! Le consommateur ne va pas en manger nuit et jour. Par conséquent, les prix s'effondrent. Voilà la méthode d'un docteur ayant un tas de patients et prescrivant le même médicament à tout le monde, quelque soit leur maladie.

Nous devons maintenant considérer ceci : quand l'URSS et le bloc de l'Est se sont effondrés en 1990, l'impérialisme occidental pensait pouvoir dominer le monde entier. Mais la Chine a commencé à devenir plus forte économiquement. Aujourd'hui, elle a besoin de tout, des bananes aux cacahuètes en passant par le pétrole et les métaux. Ce nouveau géant vient donc à la rencontre des pays riches en ressources avec la volonté d'acheter leurs matières premières aux prix du marché. Évidemment, tous les pays africains qui regorgent d'abondantes ressources vont se tourner vers la Chine. N'importe quel businessman voulant maximiser ses profits le ferait! Le capitalisme s'est déplacé en Asie et l'Afrique doit s'adapter à cette nouvelle situation.

L'Afrique a toujours été la chasse gardée de l'Occident. C'est un grand changement.

Et c'est le cœur du problème. L'Occident a une position très ambiguë sur ce sujet. D'un côté, il tire énormément de profits de son partenariat économique avec la Chine. De l'autre côté, il n'accepte pas que l'Afrique traite avec le géant asiatique. En effet, les puissances impérialistes ne veu-

lent pas perdre leur domination sur le riche continent africain. Face à ce dilemme, l'Occident a une attitude totalement honteuse : plutôt que d'affronter ouvertement la Chine, il exerce des pressions sur les gouvernements africains qui ont échappé à son contrôle et exploite les crises humanitaires pour ses propres intérêts.

Comment l'Occident tente-t-il d'empêcher le Soudan de commercer avec la Chine?

En cherchant à déstabiliser le régime. Et pour ce faire, il applique la règle d'or du colonialisme : «diviser pour régner». Durant la deuxième guerre civile, les États-Unis ont financièrement soutenu l'Armée Populaire de Libération du Soudan, un mouvement rebelle du Sud. Comme ce mouvement recevait de l'argent et des armes et que le gouvernement avait pour sa part modernisé son armée grâce aux rentrées pétrolières, le conflit dura plus de vingt années pour finalement prendre fin en 2005. La deuxième guerre civile se terminait à peine que débutait la crise du Darfour.

Il est vrai que les contradictions entre les tribus nomades et les fermiers sédentaires d'une part, et la bourgeoisie régionale et l'autorité centrale d'autre part, conduisent à des affrontements meurtriers au Darfour. Il est vrai aussi que sur ce problème, le gouvernement soudanais a adopté une attitude militariste plutôt que de privilégier la voie du dialogue. Mais les puissances impérialistes amplifient le problème afin de mobiliser l'opinion internationale et déstabiliser le régime soudanais. Vous devez comprendre que si demain, Khartoum annonce qu'il arrête de commercer avec la Chine, plus personne ne parlera du Darfour.

Les grandes puissances occidentales pourraient ainsi éviter une confrontation directe avec la Chine et garder la mainmise sur les ressources du continent africain?

Tout à fait. Leur attitude est honteuse. En fait, ces pays impérialistes sont racistes. Depuis la colonisation au 19ème siècle, ils ont toujours empêché l'Afrique de se développer pour garder le contrôle de ses ressources. Mais pourquoi ce continent ne pourrait-il pas commercer avec la Chine alors que l'Occident en fait autant? Pourquoi les enfants d'Afrique ne pourraient-ils pas avoir de bonnes chaussures, des tables bien servies et des écoles performantes? Les puissances néocoloniales maintiennent le plus riche continent du monde dans le sous-développement pour garder le contrôle de ses richesses.

La mobilisation pour le Darfour est importante aux États-Unis. Beaucoup d'associations juives se sont également impliquées dans cette campagne. Pourquoi ?

Les raisons de cette implication sont essentiellement historiques. Dans le conflit qui a longtemps opposé l'État juif à l'Égypte, le Soudan occupe une position stratégique. En effet, le Nil passe par ce pays avant de gagner l'Égypte. Aujourd'hui, Tel-Aviv et le Caire entretiennent d'excellentes relations mais compte tenu de la sympathie de la population égyptienne pour la cause palestinienne, cette entente pourrait se dégrader. Dans une stratégie à long-terme, Israël sait que ses intérêts stratégiques au Soudan sont importants. En effet, si elle peut contrôler l'eau du Nil, elle peut contrôler l'Égypte. Lors de la première guerre civile soudanaise, Israël

soutenait déjà le mouvement rebelle du Sud Anyanya dans l'optique d'affaiblir le président égyptien Nasser. Aujourd'hui, alors que deux mouvements du Darfour ont déjà signé un accord de paix avec Khartoum, Israël soutient le dernier groupe qui continue à lutter. C'est pourquoi le leader libyen Kadhafi a déclaré que la crise du Darfour n'était plus un problème soudanais mais un problème israélien!

Vous devez aussi savoir que les associations sionistes qui sont impliquées dans cette campagne de mobilisation pour le Darfour aux États-Unis avaient la volonté initiale de créer un front commun avec les associations afro-américaines. Parmi celles-ci, la Nation de l'Islam et son leader Louis Farrakhan se sont rendus au Soudan, ont analysé la situation sur place et ont eu une discussion appuyée avec le gouvernement et son président Omar al-Bachir. L'organisation a finalement rendu sa propre décision : tout cela n'a rien à voir avec les Noirs et les Arabes. C'est pourquoi, le projet d'alliance voulu par les associations juives s'est effondré.

Après que la Cour Pénale Internationale ait émis un mandat d'arrêt contre le président Omar al-Bachir, les réactions sont plutôt divisées. Les États-Unis et la France ont déclaré que le président soudanais devait être jugé. Pour leur part, la Chine et les pays arabes estiment que cela pourrait déstabiliser le pays encore plus.

Je pense qu'une Cour qui n'écoute que la musique qu'elle veut bien entendre n'est pas une Cour. Laissez-moi vous donner quelques exemples. Le peuple somalien a toujours été déchiré par la guerre. Mais au début de l'année 2006, une intifada a été

menée sous l'impulsion du Conseil Islamique. Les insurgés ont réussi à vaincre de façon pacifique les seigneurs de guerre. Ils ont restauré la paix dans une grande partie du pays. Le commerce reprit, les paysans retournèrent travailler dans leurs fermes et la communication au sein de la société se développa. L'espoir revenait! Mais six mois plus tard, le régime fantoche d'Éthiopie, manipulé par la CIA et les néoconservateurs américains, a envahi la Somalie. Le conflit a déplacé deux millions de Somaliens ; 60.000 ont été tués ; certains se sont noyés dans l'Océan Indien alors qu'ils tentaient de rejoindre le Yémen ; l'Éthiopie a même utilisé des bombes au napalm contre des civils à Mogadiscio et a détruit la majeure partie de cette ville ! Pourquoi aucun média n'a-t-il alerté l'opinion sur ce drame? Pourquoi n'y a-t-il pas de Cour contre les auteurs de cette tragédie?

L'Ouganda a détruit le Congo équatorial et pillé son or. Pour justifier sa légitimité, la Cour a arrêté Jean-Pierre Bemba, un petit poisson. Mais l'auteur de ce plan désastreux, le gouvernement ougandais, est toujours libre. Actuellement, ses troupes tuent des civils en Somalie. Pourquoi n'y a-t-il pas de Cour contre eux?

En 1998, l'Éthiopie déclencha une guerre en Érythrée. Dans un style totalement nazi, elle s'appropriera les biens des Éthiopiens ayant des origines érythréennes. Plusieurs milliers d'Érythréens furent envoyés dans des camps de concentration où beaucoup succombèrent de la malaria et d'autres infections. Pourquoi n'y a-t-il pas de Cour contre ces criminels ?

Un million d'Irakiens ont été tués. Quatre millions ont été dé-

placés. Un État moderne a été détruit en toute illégalité. Pourquoi n'y a-t-il pas de cour contre Cheney, Rumsfeld ou Bush ?

L'industrie diamantaire d'Afrique du Sud ravage la Sierra-Leone. C'est elle et personne d'autre qui a porté l'ancien président libérien Charles Taylor devant un tribunal international sur base de fausses accusations ce qui laisse perplexe sur l'intégrité de cette justice.

Des crimes sont pourtant bien commis au Darfour. Même si la CPI n'est pas impartiale, Omar al-Bachir ne doit-il pas être jugé ?

Je ne conteste pas que des gens se font tuer au Darfour. Mais parler de génocide est une exagération d'une Cour impérialiste qui n'est pas neutre. Tous les partis politiques soudanais ont jugé que ce mandat d'arrêt allait à l'encontre de la souveraineté du pays. Le jugement d'Omar al-Bachir doit être laissé aux Africains. Le fait est que la CPI est là pour mettre la pression sur le président afin qu'il arrête de commercer avec la Chine et qu'il se tourne vers l'Occident. Ça ne marchera probablement pas avec le Soudan, mais c'est aussi un signal lancé aux autres pays qui seraient tentés de suivre cet exemple.

Les paysans soudanais sont confrontés à de gros problèmes de sécheresse. Le gouvernement ne peut-il pas utiliser les rentrées pétrolières pour construire des structures d'irrigation? De manière générale, pourquoi un pays, que certains comparent à l'Arabie saoudite pour ses ressources pétrolières, est-il si pauvre ?

En Europe, vous avez des pays pauvres avec des gens riches. A l'inverse, le Soudan est un pays riche avec des gens

pauvres. Il est vrai que le gouvernement soudanais aurait pu alouer l'argent du pétrole de manière efficace mais le fait est qu'il n'a pas de solution progressiste pour tout le pays. De son côté, la bourgeoisie régionale est fortement touchée par la corruption (1). Depuis l'accord de Naivasha qui a marqué la fin de la deuxième guerre civile, l'autorité du Sud a reçu six milliards de dollars au titre de répartition équitable des richesses. Mais avec tout cet argent, ils n'ont même pas construit une école! Le Soudan a donc besoin d'une véritable réponse, mais nous ne pourrons pas la donner nous-mêmes car il revient au peuple soudanais d'arriver à une telle conclusion.

La solution n'est-elle pas dans le fédéralisme ou le confédéralisme ?

Cette solution a été défendue par les États-Unis pour mettre un terme au conflit avec le Sud et l'est aujourd'hui pour résoudre la crise du Darfour. Un référendum devrait bientôt déterminer le statut de ces deux régions. L'intérêt pour les puissances occidentales est de taille : si elles ne peuvent pas négocier l'exploitation du pétrole avec Khartoum, elles le feront avec des régions autonomes.

Mais le fédéralisme n'est pas le remède miracle à tous les problèmes politiques dans le monde. En Belgique, trois communautés linguistiques cohabitent : les néerlandophones, les francophones et les germanophones. Le fédéralisme a été établi sur base des langues dans ce pays ce qui a eu pour effet de créer des frontières. La Belgique a un petit territoire mais elle compte six gouvernements, 550 parlementaires et 55 ministres. C'est le nombre par habitant le plus important dans le monde! Malgré

cette armada politique, le pays connaît régulièrement des problèmes communautaires. En Suisse par contre, le fédéralisme est basé sur des cantons ce qui rend le système beaucoup plus efficace. Alors que 75% de la population est germanophone, le parlement de ce pays s'exprime en français sans aucun complexe. Et voilà où nous en sommes : la bourgeoisie soudanaise veut un modèle à la belge.

Comment peut-on sortir de la crise au Soudan ?

Le Soudan est un pays très riche qui a reçu tout ce que la Nature pouvait donner. Mais pour son malheur, il n'existe aucun mouvement qui puisse rassembler la population autour de la construction d'un État démocratique, uni et égalitaire ; un Soudan sans aucun chauvinisme ni discrimination ; un Soudan qui utiliserait toutes ses ressources pour bâtir un avenir solide à son peuple. Les partis actuels, y compris le régime militaire, prônent toutes sortes de slogans : socialisme soudanais, arabe ou islamique, nationalisation ou dénationalisation... Mais ils sont incapables de porter et d'intégrer le pays sur le chemin de la démocratie moderne et progressiste. La bourgeoisie qui dirige le pays fait passer ses propres intérêts avant ceux de la nation. Cependant, la crise économique et la chute du prix des matières premières ne vont plus faire rentrer autant d'argent que par le passé. Le nombre de pauvres va encore augmenter. Vous avez là les conditions permettant l'émergence de ce dont le Soudan a le plus besoin : une résistance progressiste et démocratique.

Note

(1)

<http://www.southsudannation.com/pres>

L'Afghanistan: une toute autre histoire...

Michael Parenti

Barack Obama a été cité comme étant un ardent défenseur de l'escalade de la militarisation en Afghanistan. Il serait important de se pencher sur l'histoire récente de ce pays afin de comprendre le lien qui existe entre cette histoire et le rôle joué en coulisse par les USA. Moins d'un mois après les attaques du 11 sept 2001, les dirigeants du gouvernement Bush ont entrepris une série de bombardements aériens contre l'Afghanistan, ce pays qui abritait Osama Ben Laden et son organisation terroriste Al Qaeda. Plus de vingt ans plus tôt, en 1980, les USA interviennent afin de stopper l'envahisseur russe, qui attaque l'Afghanistan, avec l'accord des plus virulents critiques en matière de politique étrangère américaine. Mais l'histoire n'est pas si simple.

L'histoire réelle

Depuis très longtemps le système d'acquisition des terres en Afghanistan est resté le même. Plus de 75% des terres appartenaient à de riches seigneurs - parmi lesquels on pouvait compter à peine 3% de propriétaires ruraux. Durant les années soixante une coalition révolutionnaire forme le parti démocratique du peuple (PDP). En 1973, le roi fut renversé. Le gouvernement qui le renversa s'est avéré être autocratique, corrompu et impopulaire. Il dut abandonner le pouvoir grâce aux actions du peuple, fortement assisté par l'armée. Les militaires qui prirent le pouvoir invitèrent le PDP à former un nouveau gouvernement sous l'égide de Mohammed Taraki, un poète et écrivain. Il créera une coalition démocratique menée par un marxiste. Washington ne s'en inquiétera ni n'accusera l'URSS pour ce fait. Le gouvernement Taraki légalisera les syndicats, facilitera l'accès aux services de santé ainsi qu'à la propriété. Il amorcera une campagne d'émancipation de la femme en offrant l'éducation publique autant à celle-ci qu'aux enfants de différentes tribus.

Un rapport du San Francisco Chronicles (du 17 novembre 2001) mentionnait que le régime Taraki avait créé à Kaboul une cité cosmopolite où 50% des universitaires étaient des femmes. Ces femmes se déplaçaient et conduisaient des voitures. Les artistes foisonnaient. Les gens étaient en paix. Le gouvernement Taraki entreprit l'éradication de la culture de l'opium. Il abolira les dettes contractées par les agriculteurs et entreprit une réforme des terres. Les gens voyaient le futur de façon positive et avec espoir. Mais plusieurs opposants se manifestèrent. Ces « seigneurs des terres » s'opposèrent à cette réforme agricole et les fondamentalistes religieux refusèrent d'appuyer ce mouvement d'égalité des sexes ainsi que l'éducation des femmes et des enfants. Sa politique égalitaire d'économie collective déplut à la sécurité nationale des USA et valut au gouvernement Taraki une intervention à grande échelle contre son pays, montée de toutes pièces par la CIA, des militaires pakistanais et Saoudiens ainsi que par les seigneurs du pays (mullah, trafiquants d'opium...) dépossédés de leurs anciens pouvoirs. Hafizulla Amin,

soupçonné avoir été embrigadé par le CIA lors de ses études en terre américaine, était à ce moment-là un haut-placé du gouvernement Taraki. En septembre 1979, il se saisit du pouvoir grâce à un coup d'état armé. Il fit exécuter Taraki, élimina l'opposition et annula toutes réformes et instaura un état religieux fondamentaliste islamique. Il fut renversé deux mois plus tard par le PDP secondé d'éléments sympathisants de l'armée. De la bouche même de Zbigniew Brezinski l'administration Carter soudoyait, à l'aide d'énormes sommes d'argent, le gouvernement en place en finançant les extrémistes musulmans. S'ensuivit de brutales attaques contre les écoles et les enseignants en milieu rural par des Moudjahidines corrompus. Ceci se déroula avant l'intervention russe en Afghanistan. En 1979, le gouvernement du PDP, en état de siège, demande à Moscou l'envoi de troupes militaires afin de contenir le Moudjahidine (des guerriers islamistes) ainsi que les mercenaires privés venant de l'étranger (engagés et financés par la CIA). L'URSS, étant déjà engagée en Afghanistan à plusieurs niveaux comme l'industrie minière, l'éducation,

l'agriculture et la santé, l'envoi de troupes leur semble alors naturel mais représentait évidemment des dangers plus importants. Il fallut plusieurs interventions de Kaboul avant que Moscou n'acciesce à la demande.

Jihad et Talibans à la sauce CIA

L'intervention de l'URSS s'avérera être une opportunité en or pour les USA de transformer la résistance des seigneurs terriens en mouvement de résistance : une guerre sainte afin d'expié les communistes athéistes en les expulsant hors du pays. Sur une période de plusieurs années les USA et l'Arabie Saoudite ont consacré 40\$ milliards durant la guerre d'Afghanistan. La CIA et ses alliés ont recruté, équipé et entraîné près de 100 000 Moudjahidines provenant de 40 pays musulmans différents incluant le Pakistan, l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Algérie et l'Afghanistan. Parmi tous ceux qui ont répondu à l'appel il faut compter le millionnaire de droite Osama Ben Laden et sa bande. Après l'échec d'une longue et pénible guerre, les Soviétiques évacuent le pays en 1989. On admet de façon générale que le gouvernement du PDP s'est effondré peu après le départ des Russes. Cependant, ce mouvement connaissait un niveau de popularité important et put alimenter une résistance durant au moins trois années - prolongeant ainsi la vie de l'Union Soviétique d'au moins une année. Après avoir pris possession du pays, les Moudjahidines entrent en guerre entre eux. Ils ravagèrent les villes, terrorisèrent les citoyens, organisèrent des exécutions publiques massives, fermèrent les écoles, commirent des viols et réduirent Kaboul en ruine. En 2001, Amnistie Internationale rapportait que les Moud-

jahidines utilisaient le viol « afin de contrôler, intimider une population vaincue ainsi que pour récompenser les soldats. » Cette tribu de Moudjahidines criminalisés dut se trouver un moyen de se financer : ils forcèrent les paysans à planter à nouveau des plants d'opium. L'ISI du Pakistan - un petit frère de la CIA - mit en place des centaines de laboratoires de transformation d'héroïne partout dans le monde. Créée et largement financée par la CIA la force armée milicienne des Moudjahidines avait maintenant une existence bien établie. Parmi ces Moudjahidines, plusieurs retournèrent dans leur pays (Algérie, Tchétchénie, Kosovo, Kashmire) commettant des attaques terroristes au nom d'Allah contre les diverses corruptions profanatiques.

En Afghanistan, dès 1995, une branche extrémiste des Sunnis islamiques, les « Talibans » - fortement financés et conseillés par le ISI et la CIA, supportés par le parti politique islamique du Pakistan- ces Talibans se sont frayés un chemin jusqu'au pouvoir, s'emparant de presque tout le pays en s'adjoignant les tribus rebelles grâce aux menaces et à la corruption. Les Talibans promettaient de mettre fin à la criminalité et à la rivalité qui était la caractéristique des actions menées par les Moudjahidines. Des meurtriers suspectés ainsi que des espions furent exécutés en public dans des stades à chaque mois. Les voleurs se voyaient amputés d'une main. Les Talibans condamnaient toutes formes « d'immoralité » ce qui incluait le sexe avant le mariage, l'adultère et l'homosexualité. Toutes musiques étaient hors la loi, le théâtre, les librairies, la littérature, l'éducation et la recherche scientifique. Les Tali-

bans ont instauré un règne de terreur religieuse en imposant une interprétation encore plus stricte que celle du clergé de Kaboul. Les hommes devaient porter la barbe et les femmes la burqa ce qui les couvre de la tête aux pieds. Les gens qui ne se pliaient pas assez vite à ces règles étaient ramenés à l'ordre par le ministère de la Vertu. Une femme qui fuyait un mari violent ou qui se plaignait d'être battue était elle-même fouettée par les autorités théocratiques. Les femmes étaient tenues à l'écart de la vie publique, n'avaient pas accès à la majorité des soins de santé, ni à la scolarité, ni au travail en dehors du domicile. Les femmes jugées immorales étaient lapidées à mort ou brûlées vives. Rien de tout cela n'inquiétait Washington qui s'entendait (on le savait) à merveille avec les Talibans. Pas plus tard qu'en 1999, les USA avaient sur leur liste de paie tous les dirigeants Talibans jusqu'au jour où le président W. Bush eut à se rallier l'opinion publique en octobre 2001 afin de bombarder l'Afghanistan. Et c'est à partir de ce moment, pas avant ni après, qu'il se mit à dénoncer l'oppression des femmes en Afghanistan. Mme Bush, Laura Bush, se présenta du jour au lendemain comme une ardente féministe en dénonçant devant le public les abus commis envers les femmes afghanes. Si on devait attribuer un point positif au sujet des Talibans il faudrait mentionner qu'ils ont fait stopper les vols, viols et massacres organisés par les Moudjahidines. En 2000, les autorités talibanes ont mis un frein à la culture de l'opium dans les régions sous leur gouverne. Un effort qui fut jugé positivement par l'ONU. En sortant les Talibans du pays et en instaurant un gouvernement

Moudjahidine - choisi évidemment par les pays de l'ouest - à Kaboul en décembre 2001 la production d'opium s'est accru de façon drastique. Les années de guerre qui ont suivi tuèrent des dizaines de milliers d'Afghans. Il faut aussi compter les pertes civiles attribuées aux troupes américaines et ceux qui sont morts de la faim, du froid et du manque d'eau potable.

La « guerre sainte » pour le pétrole et le gaz

Alors qu'ils affirmaient lutter contre le terrorisme, les leaders américains ont trouvé d'autres raisons, fort alléchantes, afin de pouvoir plonger encore plus profondément en Afghanistan : cette région est riche en pétrole et en gaz. Une dizaine d'année avant le 11 septembre 2001, le 18 mars 1991, le Time magazine rapportait que l'élite américaine voyait d'un bon œil l'idée d'installer de façon permanente une présence militaire en Asie Centrale. La découverte d'une réserve importante de gaz et de pétrole au Kazakhstan et au Turkménistan servira de leurre alors que la chute de l'URSS permit une meilleure marge de manœuvre afin de poursuivre une politique agressive dans cette partie du monde. Des compagnies américaines mirent la main sur 75% de ces réserves mais ils rencontrèrent un problème important : comment transporter ce butin hors de cette région isolée...? Les autorités américaines refusèrent d'utiliser le pipeline russe ni la route qui traverse l'Iran jusqu'au Golfe Persique. À la place ils explorèrent une suite de possibilités visant à installer un pipeline. On a pensé à traverser l'Azerbaïdjan, la Tur-

quie jusqu'à la méditerranée ou bien, jusqu'à la Chine vers le Pacifique. Finalement, la route projetée par UNOCAL, une compagnie américaine, traversait l'Afghanistan et le Pakistan jusqu'à l'océan Indien. Les négociations intenses entreprises par cette compagnie auprès du régime Taliban ne porteront pas fruit. Mais en 1998, une compagnie argentine fit une offre compétitive pour la construction du pipeline. La guerre entreprise par W. Bush tomba à point pour la compagnie américaine qui voyait ses chances d'obtenir le contrat subitement, croître. Il est intéressant de constater que ni l'administration Clinton ni celle de W. Bush n'avaient placé l'Afghanistan sur sa liste de pays « producteur de terroristes » même s'ils savaient Ben Laden protégé par les Talibans d'Afghanistan car il aurait été impossible politiquement pour Washington de négocier avec Kaboul un traité au sujet d'un pipeline.

En somme, les USA avaient, avant le 11 septembre 2001, entrepris de s'en prendre aux Talibans rendant ainsi le gouvernement de Kaboul complaisant à son égard. Ceci permettra une présence armée des USA en Asie Centrale. Les événements du 11 septembre 2001 auront donné des ailes au projet d'invasion militaire en précipitant l'opinion publique américaine directement vers l'acceptation de cette idée. Il est facile d'être d'accord avec John Ryan lorsqu'il affirme : « Si Washington avait laissé le gouvernement marxiste de Taraki tranquille, il n'y aurait pas eu d'armées de Moudjahidines, ni de interventions de l'URSS, ni de

guerre pour détruire l'Afghanistan ni d'Osama Ben Laden et encore moins de 11 septembre. » Mais cela est trop demander à Washington : laisser en paix un gouvernement progressiste de gauche qui était en train d'organiser une économie autour des besoins collectifs d'une nation, plutôt que de bâtir des richesses privées. L'intervention des USA en Afghanistan n'a prouvé rien de plus que bien d'autres interventions organisées par les USA : celles du Cambodge, de l'Angola, du Mozambique, de l'Éthiopie, du Nicaragua, du Panama et de bien d'autres pays encore. Le but poursuivi est toujours le même : annihiler l'émancipation d'un pays qui vise l'égalité sociale et mettre en place une idéologie de réforme économique. Et par-dessus tout, ces interventions ont fait naître des éléments négatifs du passé et laissé l'économie et la vie des gens en ruine. La guerre contre l'Afghanistan, ce pays déjà brûlé par les guerres et à l'économie dévastée continue d'être « commercialisée » par les autorités américaines avec en prime cette lutte contre le terrorisme. Même s'il s'agissait du vrai but visé, il ne faut pas se laisser leurrer et oublier les détails suivants... La destruction d'un gouvernement de gauche, s'accaparer d'un des derniers plus vastes réservoirs de pétrole au monde et, une fois de plus, occuper militairement et activement un pays étranger. À côté de tout ça le message de « changement » d'Obama semble bien vide de sens

Source: www.mondialisation.ca
Traduction: Drummerboy

Lucien Sève revient à la charge.



Dans son article dans le Monde diplomatique «Marx contre-attaque» Lucien Sève, cet *authentique marxiste*, pour contrer cette contre-attaque revient à la charge, en bon anti-communiste, à la défense de la bourgeoisie. « Les travaux de Karl Marx suscitent à nouveau l'intérêt. » nous explique Sève», C'est bien dans le but de détourner et d'orienter cet intérêt que Sève nous revient. Tout en oubliant de dire que Staline et ses œuvres le font aussi.

S'intéresser à ce que dit Lucien Sève, n'est jamais neutre, Malheureusement il reste une référence pour de nombreux militants communistes et il a joué dans l'histoire intellectuelle du P.C.F. et de tous les partis francophones un rôle charnière à un moment important de l'histoire du Mouvement Communiste International.

Il devient de plus en plus évident pour tous que la bourgeoisie redoute la renaissance du stalinisme, il n'y a jamais eu tant de livres et de films anti-Staline, ce qui constitue le témoignage le plus concret de ce

que le stalinisme est bien, de nos jours l'unique drapeau de la classe ouvrière.

C'est bien dans ce sens que se place toute l'activité de Lucien Sève. Sève refuse bien de se considérer «anti staliniste». **Sève écrit: On va répétant que Marx, fort dans la critique, serait sans crédibilité quant aux solutions, car son communisme, « essayé » à l'Est, aurait radicalement échoué. Comme si le défunt socialisme stalino-bréjnévien avait eu quelque chose de vraiment commun avec la visée communiste de Marx. Il n'est pas facile de comprendre Sève lui qui fait l'éloge du XXè Congrès et de Khrouchtchev comme on le constatera plus loin.**

« Marx est actuel et même plus qu'on ne pense ? ajoutez-il Oui, si on veut bien actualiser l'image traditionnelle qu'on se fait trop souvent de lui. »

Lucien Sève s'est toujours bien gardé de se dire anti-stalinien. C'est sans doute pour se montrer objectif dans sa critique de Staline en la reportant sur le culte de la personnalité de Staline. Voici ce qu'il écrit justement à la page 213 de son livre « La philosophie française contemporaine. » : **Le culte de la personnalité de Staline.**

C'est dans ce contexte d'importance primordiale qu'il convient de replacer les conséquences néfastes du culte de la personnalité de Staline. Mais, pour en apprécier exactement la portée, il faut partir d'une description et d'une compréhension

correcte, des faits et non se lancer dans l'affabulation irresponsable. C'est pourtant cette deuxième voie qui a la faveur de ceux qui remplacent la notion exacte de culte de la personnalité de Staline par celle, mystificatrice, de « stalinisme ». Le sens de cette opération est clair °parler de culte de la personnalité de Staline, c'est faire porter la critique sur les aspects négatifs de l'œuvre de Staline, de l'époque de Staline ; parler de stalinisme, c'est faire porter la critique sur l'ensemble de cette œuvre et de cette époque, y compris leurs aspects positifs essentiels (souligné par moi). L'emploi du vocable « stalinisme », qui implique l'idée d'une altération essentielle du socialisme et du marxisme, est déjà une mise en perspective anticommuniste et antimarxiste. Il n'y a pas lieu de s'étonner dès lors si toutes les descriptions du prétendu « stalinisme » aboutissent en fin de compte à l'anticommunisme et à l'antimarxisme.

C'est bien, mais c'est ce que fait Sève en dernière analyse.

Du reste, écrit-il, toutes ces descriptions émanent soit de penseurs foncièrement étrangers au marxisme militant, qui ne savent ni de quoi ils parlent ni ce qu'ils disent est vrai- soit de « marxistes » qu'un malentendu fondamental a toujours séparés du marxisme, et chez qui le repoussoir du « stalinisme » est d'abord la projection fantastique de leur inaptitude à se l'assimiler complètement.

Ces descriptions, nous les récusons; et le mouvement même de l'histoire les récuse.

Car s'il était vrai que le marxisme se soit arrêté, comment aurait-il jamais pu trouver en lui-même l'impulsion capable de le remettre en mouvement ? Plus le pourfendeur du stalinisme noircit le tableau, plus il lui devient impossible d'expliquer l'extraordinaire renouvellement créateur dont témoignent, depuis le XXe Congrès du P. C. U. S., la société soviétique, le mouvement communiste international et la pensée marxiste.»

On peut demander à Lucien Sève qui ne veut pas se dire anti-stalinien de nous expliquer «cet extraordinaire renouvellement créateur dont à témoigner ce XXè Congrès du PCUS. Il est pourtant assez facile de démontrer le lien de la dite <dénonciation du culte de la personnalité> avec le **révisionnisme de Khrouchtchev**.

Sève a été incapable de faire une analyse scientifique, marxisme du XXème Congrès. Aucun mot sur les « réformes économiques » auxquelles Khrouchtchev et Brejnev ont procédé après avoir usurpé le pouvoir. Aucun mot sur les catégories marchandes qui ont été rétablies et qui ont mené à la restauration du capitalisme en URSS. Sève n'a jamais compris l'essence des transformations qui se sont accomplies en URSS.

Pour terminer sur cette question, il faut rappeler que

« L'attitude à l'égard de la classe ouvrière et de son rôle dirigeant est une pierre de

touche pour tous les révolutionnaires. L'abandon de l'idée de l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire actuel est comme l'indiquait Lénine, l'aspect le plus vulgaire du réformisme. »

Nous savons tous qu'une science ne peut se développer que sur la base de ses principes fondamentaux.

Pour les révisionnistes, comme pour Lucien Sève ils n'ont pas développé le marxisme, ils l'ont révisonné en niant ses principes et en accusant de dogmatisme ceux qui s'en tenaient aux principes.

Lucien Sève, tout grand marxiste qu'il peut être n'a pas analysé l'œuvre de Staline en dialecticien, il l'a fait d'une manière éclectique. À la Ziouganov il ne se dit pas anti-stalinien il attaque Staline en rejetant sur lui la responsabilité du culte de la personnalité.

En 1956, lors du XXème congrès du Parti C.U.S, Qu'est-ce qui était à l'ordre du jour?

Nos marxistes n'ont-ils jamais pensé que la dite <dénonciation du culte de la personnalité> était en lien avec le révisionnisme de Khrouchtchev, mis à l'ordre du jour?

L'anti-stalinisme aide-t-il notre cause?

A la mort de Staline, l'alternative n'était pas « s'attaquer aux contradictions sociales » ou «mettre en œuvre des réformes économiques », mais poursuivre dans la voie socialiste ou prendre la voie capitaliste. Les révisionnistes khrouchtchéviens

se sont « attaqués aux contradictions sociales » à leur manière : ils ont, par un coup d'État contre-révolutionnaire, transformé la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie, renversé le socialisme et restauré le capitalisme. Les « réformes économiques » auxquelles Khrouchtchev et Brejnev ont procédé après avoir usurpé le pouvoir, n'étaient pas des «tentatives visant à faire mieux fonctionner le système économique », mais consistaient à remplacer les principes de la propriété socialiste, dans laquelle le peuple entier dirige la gestion des unités de production, par une direction et une gestion basées sur les principes capitalistes, qui font du profit le critère et le but de la production. Les catégories marchandes ont été ainsi rétablies sur toute la ligne et le capitalisme complètement restauré en URSS. La « dégradation croissante des conditions de fonctionnement de l'économie est la conséquence inéluctable des mesures réactionnaires de restauration du capitalisme prises par la clique des renégats révisionnistes.

Pour Sève et tous ces révisionnistes ce ne sont pas ces réformes économiques qui furent la cause du rétablissement du capitalisme en URSS mais bien le « Culte de la personnalité de Staline » Ce fut là une opération de lavage de cerveau à l'échelle planétaire, Nous y reviendrons.

Dr Adélar Paquin

Staline et son culte

Par Jeronimo CARRERA
Président du Parti communiste vénézuélien

STALINE BIEN AIMÉ- LE BONHEUR DU PEUPLE



Cette fois je vais me référer à un thème qui garde sa valeur bien qu'il y ait plus d'un demi-siècle qu'il ait été énoncé pour la première fois. On peut même dire qu'il dépasse maintenant son cadre personnel d'origine. Il s'agit de Joseph Vissarionovitch Staline, qui en février 1956 fut descendu des hauteurs célestes et condamné à l'enfer éternel pour délit de «culte de la personnalité», au cours du surprenant XXe Congrès du Parti communiste de l'URSS.

Je profite pour cela du 21 décembre, date de naissance de cet extraordinaire homme d'État géorgien, né en 1879 et mort à Moscou, dans son lit, le 5 mars 1953 à l'âge de 73 ans. Le débat théorique, et nous pourrions dire philosophique, sur «le rôle de l'individu dans l'Histoire» comme le disait le social démocrate russe Plekhanov, a, bien sûr toujours sa valeur et en certaines occasions beaucoup d'ac-

tualité. Mais ce qui me paraît plus significatif, dans le contexte de la situation mondiale actuelle, est le fait évident que Staline soit le sonnage historique le plus attaqué de nos jours par tous les porte-parole de la bourgeoisie internationale.

En réalité après avoir été le plus applaudi mondialement de tous les grands tionnaires qu'a engendré l'Humanité, et même plus que ses géniaux maîtres Marx,

Engels et Lénine, nous constatons tous les jours que Staline est devenu le plus vilipendé et l'objet de toutes les accusations de tout type, les unes raisonnées se rapportant à des faits qui ont eu lieu, mais la majorité fondées sur des fabrications. Ces attaques visent naturellement à discréditer les communistes en général et leurs auteurs sont de toute évidence orchestrés par les agences de la propagande de guerre de Washington.

Un de leur trucs favoris est de mettre Staline dans le même sac que des figures fascistes exécrables de l'Histoire récente comme Hitler, Mussolini, Franco, Oliveira Salazar et Pinochet, en laissant en dehors tous les pantins criminels au service des yankees dont nous avons souffert ici au Venezuela et dans nos pays frères.

Ce qui est curieux est que, dans le monde entier, aucun autre dirigeant politique n'eut, durant sa

vie, autant de prestige et de reconnaissance internationale que Staline et non seulement de la part de quelques-uns des plus grands représentants de la littérature et des tous les arts, mais aussi d'hommes d'état bourgeois renommés comme Winston Churchill et Franklin D. Roosevelt. Il suffit, par exemple de lire le texte de la conférence donnée à Caracas le 11 mars 1948 par l'intellectuel vénézuélien connu Miguel Otero Silva, dont on a célébré le centenaire de la naissance il y a peu. Personne ici n'a plus et mieux fait l'éloge de Staline. Il est triste de constater qu'aujourd'hui les gens de gauche ayant accès aux moyens dits d'information, peut-être en paiement de cet accès, se joignent au chœur bourgeois de dénonciation du «stalinisme» et font le jeu de forces réactionnaires.

Il y a près de trente ans j'écrivis sur ma page complète du périodique du Parti communiste du Venezuela, dédiée au centenaire de Staline: «les anticommunistes de tous genres sont nombreux, mais ils composent une espèce unique qui croit avoir trouvé dans le «stalinisme» le talon d'Achille des partis communistes. Au moindre prétexte ces messieurs ressortent leur arme favorite, le thème du «stalinisme» croyant ainsi nous écraser irrémédiablement» (Tribuna Popular, Caracas 14.12.1979). Une telle campagne contre-révolutionnaire se poursuit aujourd'hui, à l'échelle mondiale, bien que, quand l'URSS se désintégra ils aient annoncé immédiatement à Washington la mort du communisme.

[Provincia, le 21.12.2008]

[Traduction Josette LINARES]

VINCENT GOUYSSÉ — IMPÉRIALISME ET ANTI-IMPÉRIALISME

IMPÉRIALISME ET ANTI-IMPÉRIALISME



VINCENT GOUYSSÉ

Mai 2007

Nous vous recommandons la lecture de ce livre. Vous pouvez le commander où le télécharger gratuitement en visitant le site :

<http://www.communisme-bolchevisme.net/>.

Nous en avons aussi une copie sur C.D. que vous pouvez nous commander pour la modique somme de \$5,00.